

"LE MAGAZINE DE MARSEILLE, DE SES QUARTIERS ET DE SA RÉGION"



Marseille Plus

le mag

www.marseille-plus.fr



MARTINE VASSAL :
UNE NOUVELLE PRÉSIDENTE
POUR LE CONSEIL
DEPARTEMENTAL

P.3



DOMINIQUE TIAN :
EMPLOI, TRANSPORTS,
FONCIER : SES PRIORITÉS

P.20



DOSSIER

LA RADICALISATION : COMPRENDRE ET PRÉVENIR





NOUVEAU ! UN NUMÉRO VERT ENTièrement DÉDIÉ AUX FORMATIONS ET AUX MÉTIERS

Vous êtes demandeur d'emploi ou salarié ? Jeune ou adulte ? En appelant le numéro vert 0 800 600 007*, des conseillers spécialisés répondent à toutes vos questions sur les formations et les métiers mais aussi sur les démarches à engager et les aides possibles.

Mise en place par la Région, avec l'appui du CARIF Espace Compétences, cette nouvelle plate-forme d'accueil téléphonique permet à tous de mieux s'informer sur les formations et les métiers. Elle s'inscrit dans la nouvelle compétence de la Région qui gère désormais le Service public régional de l'orientation tout au long de la vie.

* Appel gratuit depuis un poste fixe.

0800 600 007
NUMÉRO VERT Appel gratuit
depuis un poste fixe

En partenariat avec l'Éducation nationale, Pôle emploi, les missions locales, Cap Emploi, l'APEC et les OPACIF.

Région



orientationpaca.fr



Provence-Alpes-Côte d'Azur

L'emploi, la priorité des priorités

Je suis très heureux de présenter ce dixième numéro du Magazine Marseille plus le Mag sous les meilleurs auspices puisque la Ville vient de remporter au MIPIM qui s'est tenu à Cannes le prix du meilleur projet de rénovation urbaine pour l'aménagement du boulevard de la Méditerranée.



En 2015, de profondes modifications sont intervenues sur le plan politique dans la cité phocéenne. C'est tout dernièrement les élections départementales qui suite à la réforme territoriale, ont donné lieu à une nouvelle majorité issue des urnes, pour la liste LES RÉPUBLICAINS/UDI et, désormais à la tête du département, Martine Vassal qui prend ainsi les commandes de l'institution. Ses priorités sont l'équité, la transparence mais surtout une volonté affirmée de restaurer l'image de ce département.

Sur le plan économique, les changements sont tout aussi profonds avec l'émergence de nouveaux quartiers comme celui du Prado, tout autour du stade vélodrome entièrement rénové qui accueille désormais plus de 65 000 personnes assises. Et désormais de grands événements d'envergure internationale sont organisés comme la venue de Paul Mac Cartney. Marseille dispose de grands équipements comme le tramway permettant de mieux irriguer la ville avec un tracé étendu jusqu'à Castellane ou dans un autre registre, l'établissement thermal qui lui confère le statut de ville thermale. Aujourd'hui, la priorité demeure pour l'équipe municipale, l'emploi. Notre volonté a été de nous entretenir avec Dominique Tian, premier adjoint au maire délégué à l'emploi. Notre souhait a été également de mettre en exergue deux initiatives originales, CV Street soutenu par le bailleur social 13 Habitat et Empl'itude, toutes deux favorisant le développement économique et l'emploi.

Boualem Aksil
Directeur de la publication

VIANDE À GOGO
LES ARNAVAUX

SOMMAIRE

EDITO	1
COMMUNIQUÉ	2
PORTRAIT	
«Martine Vassal rassemble les États Généraux de Provence».....	3
«L'art et la méthode».....	3
ACTUALITÉS	
Une Pyramide d'Argent pour les Docks libres.....	4
Une soirée conviviale en l'honneur de l'Estonie.....	4
«Nous participons à la vie sociale de notre territoire».....	5
EDF, un acteur solidaire.....	5
Marianne Néri à du talent à revendre.....	6
Le plaisir du goût.....	7
Falhi Voyages souffle ses trente bougies.....	8
Kader Tighilt s'en est allé.....	8
Le Trianon, une oasis en centre-ville.....	8
POLITIQUE	
Plaidoyer pour un département attractif et rayonnant.....	9
DOSSIER RADICALISATION	
Face à la radicalisation, une double réponse efficace.....	10
Quels moyens institutionnels face à la radicalisation ?.....	11
Comprendre la radicalisation, une véritable nécessité.....	12
Prévention de la radicalisation : comment agir sur le terrain ?.....	13
EMPLOI	
Douze entreprises marseillaises à l'honneur.....	15
SOCIAL	
L'emploi au cœur des priorités dans les cités marseillaises.....	16
«Nous avons la volonté de créer une chaîne solidaire de l'emploi».....	18
ARMÉES	
L'armée de Terre est engagée dans la bataille pour l'emploi.....	19
MARSEILLE	
Un nouveau préfet de police.....	19
INTERVIEW	
Transports, emploi, foncier : les trois ambitions de Dominique Tian.....	20
DOSSIER TRANSPORT	
Marseille réalise sa révolution des transports.....	21
REPORTAGE	
Et le long coule l'Huveaune.....	24
Les vertus de l'eau soufrée de Camoins les Bains.....	27
URBANISME	
La Marseillaise, un hymne à la lumière.....	30
PORTRAIT	
Marseille : Baisse programmée des investissements.....	32
Lionel Royer-Perreaut, une vie en politique.....	33
Une délégation passionnante.....	33
INTERVIEW	
Serge Perottino : l'emploi et la future Métropole.....	34
Smaïl Ali, un acteur engagé pour la rénovation urbaines.....	36
INTERVIEW	
«Nous proposons des actions au service des populations».....	37
PORTRAIT	
«Une belle coopération entre AMU et l'Equateur.....	38
«Les entreprises internationales ne s'installeront que si nous avons des choses à leur proposer».....	38
ART DE VIVRE	
Le jardin Montgrand : un havre de paix dédié à la création.....	40
Des randonnées au fil de l'eau pour découvrir les calanques.....	41
RANDONNÉE	
Une véritable passerelle entre passé et présent.....	42
CULTURE	
Un secret princier.....	43
Une approche innovante de l'opéra lyrique.....	44
Le FRAC PACA, pivot de l'art contemporain en front de mer.....	45
Que voir au MuCEM en 2015?.....	46
Le collège Germaine Tillon aux couleurs de l'arc-en-ciel.....	48

MARSEILLE PLUS LE MAG N° 10

Le magazine de Marseille et de sa région

Maison des Associations

93, la Canebière - 13001 MARSEILLE - BP 424

Site web : www.marseille-plus.fr

Directeur de la publication / Président Marseille Plus : Boualem Aksil

E-mail : boualem.aksil@gmail.com

Conseillers Techniques : Pierre Perez, Patrick Fort

Directeur de la rédaction : Jean-Pierre Enaut

Rédaction : Jean-Pierre Enaut, Gaëlle Cloarec, Sandrine Lopez, Michel Courtou,

Nafessa Seghirate, Cyrille Maury

Photographie : Frédéric Stéphan, Vincent Gambin

Conception et mise en page :

Gilles Cozolino - GRAPHIQUE & COM' - www.graphique-com.fr - 06 13 78 41 19

Impression : Horizon - Gémenos

Périodicité bimestrielle

N° Siren : 509 628 749 00012

Dépôt Légal : 23 juillet 2010

COMMUNIQUÉS

ASSOCIATION ENTR'AUTRES



L'association Entr'Autres, fondée en 2005 et présidée par Patrick Amoyel, a pour objectif, par ses différentes actions, la prévention du délitement des liens familiaux et sociaux. Elle a pour particularité le travail autour de la question interculturelle et la prise en charge de populations issues d'autres cultures. Elle intervient auprès de publics fragilisés et de professionnels. Elle organise des colloques, accueille les adolescents et jeunes adultes en voie d'insertion professionnelle (Missions Locales), et les publics des Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (SPIP), dans les Alpes-Mari-

times. Depuis un an, l'association Entr'Autres s'est centrée sur la question des radicalisations.

Avec son comité scientifique et de réflexion, elle a travaillé au diagnostic (élaboration des signaux, identification des différents profils en fonction de critères psychopathologiques et socio-culturels) puis à la mise en place d'actions à visée préventive : formations des professionnels de terrain, cellule d'écoute des familles, création du Groupe des Parents Solidaires (parents concernés par la radicalisation et/ou le départ des enfants en Syrie),

mise en place d'une expérience pilote de déradicalisation, organisation de colloques et conférences à des fins d'information des publics généraux.

POUR TOUTES DEMANDES D'INFORMATIONS

Patrick Amoyel :
06 70 04 15 86
amoyelpatrick@gmail.com

Amélie Boukhobza :
06 58 34 92 81
amelieb8@gmail.com

Brigitte Juy-Erbibou :
06 12 43 81 18
brigitte_erb@hotmail.com



L'institut UNISMED Conseil soutient depuis 10 ans les acteurs de la société civile, les professionnels du milieu socioéducatif, les responsables institutionnels et les citoyens selon trois engagements : l'activité de médiation sociale et interculturelle ; l'activité de formation et, depuis récemment, l'activité d'ingénierie de projet développement solidaire en méditerranée. Pour ce faire, notre centre d'études de la médiation interculturelle en méditerranée permet de catalyser l'ensemble de nos projets solidaires et notre programme de prévention des processus de radicalisation. Ce plan de prévention s'articule autour de notre cellule de désengagement, mais il trouve son originalité dans la mise en place d'un projet solidaire support de coopérations positives. Ainsi, faisant suite

à notre action de médiation familiale, sociale et interculturelle, nous encadreront des personnes dits « en voie de radicalisation » au sein d'un projet de solidarité internationale à base de volontariat civique.

Notre programme de désengagement a été salué par les institutions gouvernementales et est soutenu par les collectivités territoriales, cependant afin de convenir à notre calendrier qui prévoit l'envoi en séjour des premières personnes dès janvier 2016, nous faisons appel à vous, afin d'ouvrir notre organisme et projet aux personnes désireuses de s'informer, de soutenir et de participer au démarrage de notre programme « Un Projet Solidaire contre la radicalisation ». Unisméd a fait de l'altruisme, la coopération et

l'interculturalité son cheval de bataille, valeurs que nous défendons au sein de notre programme de désengagement, avec des personnes qualifiées, dans le but de permettre la recréation du lien social, la libération des élans individuels et collectifs.

Pour vous informer et soutenir notre action, vous trouverez dans l'encart ci-joint l'ensemble des renseignements nécessaires.

POUR TOUTES DEMANDES D'INFORMATIONS

NICE
212 B, Avenue de Californie
06200 Nice FRANCE

MARSEILLE
54, Rue de Rome
13001 Marseille FRANCE

Directeur : Monsieur Alain Ruffion
Téléphone : 06 29 76 83 90
Email : alain.Ruffion@unisméd.com

Téléphone : 09 81 35 14 68
Email : ief-nice@hotmail.fr

PORTRAIT

MARTINE VASSAL RASSEMBLE LES ÉTATS GÉNÉRAUX DE PROVENCE

La Présidente du Département des Bouches du Rhône a donné le coup d'envoi des États généraux de Provence, dont les conclusions en 2016 serviront de feuille de route aux six années de sa mandature, après validation de l'exécutif départemental.



A peine installée en ses murs, la nouvelle Présidente du Département des Bouches du Rhône a décidé de marquer le début de son mandat par un rassemblement «de toutes les forces vives» du territoire. Symboliquement intitulés «Les États généraux de Provence», ils seront lancés officiellement le 18 juin, pour rendre leurs conclusions en janvier 2016. Si les États Généraux de 1789 rassemblaient les trois ordres de la société d'alors (noblesse, clergé et Tiers État), ceux-ci auront vocation à rassembler les agents du département, les corps intermédiaires, associations et CIQ, des acteurs sociaux-économiques, des universitaires, et même les élus de l'opposition qui souhaiteraient participer. Après un audit interne assuré par les Directions et services du Conseil départemental, et un audit externe, à la fois fonctionnel et financier, pour évaluer les marges de manoeuvre de la collectivité, des groupes de travail se réuniront tous les quinze jours. Leur objectif étant de creuser quatre axes principaux : l'activité économique, l'exigence sociale, l'attractivité du territoire et la jeunesse. Martine Vassal souhaite marquer

son investiture en ouvrant plus largement le magnifique bâtiment du CG13 au public, et ces États Généraux en seront l'occasion.

La marque «Provence»

Lorsqu'on lui demande pourquoi avoir retenu le terme de Provence, elle ne cache pas qu'elle serait volontiers allée encore plus loin si cela était possible, en adoptant cette dénomination pour son département, en lieu et place des Bouches du Rhône. Mais «l'important c'est le résultat : nous sommes au coeur de la Provence ici, c'est un terme mondialement connu, et nous ferons tout pour promouvoir la marque "Provence"». C'est aussi la raison pour laquelle un olivier orne le logo des États généraux (rappelons que l'arbre illustre également souvent les supports de communication de la Région PACA). Martine Vassal évoque un choix «stratégique économiquement, cohérent socialement et culturellement historique», mentionnant au passage le fonds important réuni aux Archives départementales, consacré au Comté de Provence. Parmi les pistes de travail pressenties, un partenariat avec les princi-

paux musées du pays, et une Fête de la Provence dans les collèges. Par ailleurs, l'accent est mis sur les nouvelles technologies : un forum spécifique est prévu sur le site www.cg13.fr, avec une partie interactive et une ouverture sur les réseaux sociaux. Début 2016, les orientations et propositions retenues lors de l'assemblée plénière des États généraux seront soumises à la validation de l'exécutif départemental, et serviront de feuille de route aux six années de sa mandature. Notons que lors de la conférence de presse annonçant l'événement, Martine Vassal était accompagnée de son équipe ; ayant récemment reçu leurs délégation, après une campagne intense, ses collaborateurs sont manifestement soudés autour de leur Présidente, prêts à la soutenir.

Ils sont nombreux à l'accompagner dans sa visite des différents cantons du département, une démarche «éprouvante mais intéressante», destinée à approfondir sa connaissance des spécificités locales, sur le terrain.

Gaëlle Cloarec

L'ART ET LA MÉTHODE



Lors de son discours d'élection à la présidence du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône, le 2 avril 2015, Martine Vassal s'est adressée aux élus avec une émotion intense car cette journée restera pour elle comme l'une des plus fortes de son engagement politique.

«Je remercie mes collègues qui m'ont fait l'honneur de me porter à la présidence de cette assemblée. Qu'ils sachent que je ferai tout pour me montrer digne de leur confiance.» Dans ses nouvelles fonctions, sa méthode repose sur quatre principes essentiels à savoir le respect des collaborateurs et des agents qui travaillent dans cette structure et la collégialité avec une majorité rassemblée pour mettre en œuvre concrètement un programme. Autre principe essentiel pour elle, la transparence. Un contrat d'objectifs territoriaux permettra de fixer dans un cadre défini

un certain nombre d'actions et de projets au service des administrés. Enfin, la proximité. Elle désire être disponible et présente sur le terrain. «Cette nouvelle méthode guidera la vision que je porte, celle d'un département dont l'action s'inspire des valeurs républicaines que nous défendons tous avec en premier lieu une exigence sociale et une attractivité économique».

Néanmoins, son défi majeur sera de restaurer l'image du département qui a été, selon elle, écornée ces dernières années.

J.P.E

ACTUALITÉS

UNE PYRAMIDE D'ARGENT POUR LES DOCKS LIBRES

La 12^{ème} édition de la cérémonie des Pyramides d'Argent, placée cette année sous le thème de la Méditerranée et présidée par Michèle Fructus, PDG de la Comex, s'est déroulée, le 24 mars 2015, dans l'amphithéâtre du Mucem. Le prix de la Pyramide d'Argent soutenu par le Crédit Foncier a été attribué aux Docks libres ainsi que le prix de l'innovation, soutenu quant à lui par le GIP.



Chaque année et ce depuis douze ans, le concours régional des Pyramides d'Argent met en avant les programmes immobiliers qui se distinguent le plus par leurs performances tant sur un plan esthétique, qu'énergétique ou architectural. Dans un contexte de reprise de l'activité du marché immobilier, favorisée par l'accroissement de l'offre nouvelle (+34%) et marquée par des

réservations en forte hausse (+22%), cet événement est devenu incontournable pour tous les professionnels. Stéphane Perez, directeur général de Périnmo et président de la PFI Provence, désire lui insuffler avec une nouvelle dimension et changer l'image des promoteurs en mettant l'accent sur leurs compétences transversales et une approche plus humaine. Pour cette nouvelle édition, quatorze promoteurs étaient en lice avec vingt et un programmes répartis dans les Bouches-du-Rhône (Aix, Marseille, Martigues et Plan de Cuques) et le Var (Le Lavandou et Toulon). A l'issue de cette soirée, le prix de la Pyramide d'Argent soutenu par le Crédit foncier a mis à l'honneur les Docks Libres qui a remporté également le prix de l'innovation. Ce programme

réalisé par Nexity et conçu par Roland Carta se compose de deux îlots ouverts et plantés qui tendent à assurer le lien entre un tissu existant en pleine mutation à Saint-Mauront et la ville émergente qu'est Euroméditerranée. Située en zone ANRU, ce projet représente la première phase mixte de 70 000 m² à dominante de logements. Outre ce programme, quatre autres prix ont été décernés à Cap Eden au Lavandou pour le prix EDF, soutenu par EDF, l'Anathys à Toulon pour le prix GrDF soutenu par GrDF, l'Archange à Marseille pour le prix esthétique soutenu par l'Apave, l'Astrolabe à Marseille pour le prix immobilier d'entreprise soutenu par la SMABTP. A cela, s'ajoute le programme Cœur Euromed qui a reçu le prix du grand public soutenu par Vinci Construction.

J.P.E

UNE SOIRÉE CONVIVIALE EN L'HONNEUR DE L'ESTONIE

L'agence de relations internationales franco estoniennes a organisé une soirée dédiée à la fête de l'Estonie le 25 février 2015 au Club du Vieux-Port. De nombreuses personnalités et notamment plusieurs consuls assistaient à cette réception.



Située à 3000 km de Marseille, sur la rive orientale de la mer Baltique et méridionale du golfe de Finlande, l'Estonie, pays de 1,35 millions d'habitants, était à l'honneur le 25 février 2015. C'est à l'occasion de sa fête nationale que s'est déroulée une grande réception organisée par Patrick Fort, président depuis quinze ans de l'agence de relations internationales franco-estoniennes. «Notre ambition est de promouvoir la culture estonienne et de contribuer au rapprochement des relations entre les deux pays», a-t-il confié.

Bordé au nord par la Finlande, à l'ouest par la Suède, au sud par la Lettonie et à l'est par la Russie, l'Estonie est un pays qui fait partie d'un ensemble géopolitique rassemblant la Lituanie et la Lettonie. Après avoir acquis son indépendance le 24 fé-

vrier 1918, il a de nouveau été annexé par l'Union soviétique pour retrouver à nouveau son indépendance le 20 août 1991. Depuis 2004, l'Estonie fait partie de l'Union Européenne et a intégré la zone euro, le 1^{er} janvier 2011. Depuis plusieurs années, Patrick Fort s'emploie avec énergie et enthousiasme à mieux faire connaître ses attraits.

Chaque année, de manière symbolique, il s'attèle à l'organisation d'une belle soirée festive destinée à mettre à l'honneur ce pays. «Notre volonté est de favoriser la rencontre et les échanges entre des personnes de culture différente», a souligné Patrick Fort en présence de plusieurs ressortissants baltiques. C'est au Club du Vieux-Port, un lieu emblématique pour la cité phocéenne que s'est tenue cette réception ponctuée notamment par des intermèdes musicaux assurés par André Gabriel, professeur de musique au Conservatoire national de Région Pierre Barbizet. Les nombreuses personnalités du monde diplomatique parmi lesquelles Wolfgang Moser, ancien ambassadeur d'Allemagne ont pu également apprécier les mets concoctés par l'hôtel-restaurant le Rhul, le restaurant gastronomique le Miramar, les vins du Domaine viticole Coteaux d'Aix Pey-Blanc, le champagne Émile Grados ou l'apéritif Limanana Cristal. Plusieurs confiseurs et chocolatiers comme le Temps d'un chocolat et les Marseillotes ont fait déguster leurs spécialités.

J.P.E

ACTUALITÉS

PORTRAIT

«NOUS PARTICIPONS À LA VIE SOCIALE DE NOTRE TERRITOIRE»

La Caisse Locale du Crédit Agricole sur le secteur comprenant Allauch, Plan-de-Cuques, Les Olives et Château Romberg est très impliquée sur son territoire. La banque coopérative multiplie les initiatives destinées à apporter un soutien à des actions principalement dans le domaine social. Entretien exclusif avec Gilles Valério, son président depuis six ans.

Marseille Plus : Le Crédit agricole est une banque coopérative. C'est une spécificité très importante pour vous ?

Gilles Valério : Les propriétaires, ce sont les clients qui sont sociétaires. En effet, le capital est détenu par les sociétaires qui attendent un service. Les caisses locales qui sont souveraines forment la caisse régionale. Les décisions sont prises à la Caisse régionale avec les administrateurs représentant les caisses locales en fonction du territoire suivant des spécificités géographiques ou économiques qui lui sont inhérentes.

M+ : Pourriez vous nous décrire la caisse locale de ce secteur ?

Gilles Valério : Tout d'abord, je tiens à préciser que cette caisse locale comprend six agences à savoir trois à Allauch, une à Plan-de-Cuques, une à Château Gombert et une aux Olives, représentent ainsi plus de trente collaborateurs. Les clients sont autant des entreprises, des collectivités et

des particuliers. Sur ce secteur, un particulier sur trois est client du Crédit Agricole.

M+ : La politique que vous menez suit-elle celle de la région ?

Gilles Valério : Nous sommes une banque solidaire avec les clients sociétaires vertueux. Notre objectif est tout d'abord de veiller à ce que les clients soient traités équitablement. Cette relation donne lieu à des avantages pour les clients sociétaires avec en particulier l'accès aux ventes privées.

M+ : Comment se caractérise cette politique ?

Gilles Valério : Nous sommes très impliqués sur le territoire en participant activement à sa vie sociale. Nous apportons un partenariat qui peut être financier, logistique ou humain à des dossiers émanant de la Fondation. Le mécénat est ainsi pris en charge par la Fondation sous notre égide.

M+ : Vous avez initié diverses actions. Vous êtes très satisfait de celle menée en faveur des Petites Sœurs de l'Agneau. Pourriez vous nous expliquer la raison ?

Gilles Valério : Nous avons monté le dossier afin que notre Fondation puisse apporter une solution financière à une communauté religieuse située à La Rose. Il s'agissait d'effectuer la réfection totale d'un bâtiment et la mise en place d'une cuisine afin d'assurer

CA CRÉDIT AGRICOLE



le déjeuner à une vingtaine de personnes pauvres. Nous avons réalisé ce projet d'un montant de 35 000 €.

M+ : Vous avez initié d'autres actions. Lesquelles ?

Gilles Valério : Ce sont notamment les Resto du Cœur avec l'acquisition d'un camion, le reboisement d'Allauch avec l'achat de plants, le musée de Château-Gombert avec la réhabilitation de la chapelle, l'association Le blé de l'Espérance avec des fonds destinés aux enfants de la Maison des Handicapés.

M+ : La lutte contre le cancer revêt toutefois un caractère majeur. Comment cela se traduit-il ?

Gilles Valério : Le Crédit Agricole a financé des équipements comme U2T (Unité de transplantation thérapeutique pour la greffe de moëlle osseuse à l'Institut Paoli Calmette) permettant de disposer de vingt et une chambres contre trois auparavant. Nous effectuons ce type d'opération en partenariat avec la ville d'Allauch et le concours d'associations comme le Lion's Club.

Propos recueillis
par Jean-Pierre Enaut

EDF, UN ACTEUR SOLIDAIRE

Engagé dans une démarche de Responsabilité Sociale d'Entreprise, EDF Commerce Méditerranée soutient les associations impliquées dans la lutte contre l'exclusion en favorisant l'insertion professionnelle de personnes en difficulté ou éloignées de l'emploi.

Le 2 avril 2015, Florence Delettre, directrice déléguée EDF Commerce Méditerranée a remis les clés de 18 véhicules à 15 associations réparties sur sept départements des régions PACA et Languedoc Roussillon comme Pain et Partage ou les Mécanos du cœur à Marseille. «Dans le cadre du renouvellement de notre flotte, nous avons souhaité que ces véhicules en bon état de fonctionnement puissent rendre service à des associations à vocation sociale.



Cette action s'inscrit dans une démarche de solidarité que nous menons au quotidien», a-t-elle confié.

J.P.E

LES TALENTS DE MARSEILLE PLUS

MARIANNE NÉRI A DU TALENT À REVENDRE

Passionnée de chant dès son plus jeune âge, Marianne Néri qui exerce l'activité professionnelle d'enseignante en espagnol dans deux collèges, a participé avec succès à l'émission sur M6 «La France a un incroyable talent». Elle s'est hissée en finale de ce concours avec à la clé une véritable reconnaissance pour ses qualités artistiques.

Née d'une famille modeste, Marianne Néri a été élevée dès son plus jeune âge avec des valeurs très marquées pour le goût du travail et le sens de l'effort. Pour cet enfant unique, l'école représentait la clé de la réussite professionnelle. Très consciencieuse, la jeune fille devient à seulement 23 ans enseignante. Au fil des ans, elle transmet le savoir dans différents établissements et à présent au collège

Saint-Augustin à Carnoux et La Mascaïne à Marseille. Mais, parallèlement à ses études, elle voue une véritable passion à la musique et ce dès l'âge de six ans. A 19 ans, elle suit les cours du conservatoire et obtient la médaille d'or dans les catégories art lyrique et chant. Année, après année, elle remporte plusieurs concours comme celui d'Henri Sauguet en 1996 ou d'opéra à Rennes en 2001. «J'ai même été finaliste du concours Luis Mariano à Irun en Espagne», confie t-elle. Accompagnée initialement par sa fidèle pianiste du conservatoire, elle s'entoure à présent d'un orchestre de chambre pour interpréter un répertoire plutôt éclectique. «S'il était à l'origine axé sur le classique, j'ai ajouté du gospel et de la musique de films», précise t-elle. Sur l'idée d'Andrée Esposito, son professeur de chant, elle s'aventure à participer à «La France

a un incroyable talent», une émission très suivie. «Je me suis inscrite en décembre 2013 puis j'ai passé des auditions



au Silo en septembre 2014 lors d'émissions enregistrées sur M6», précise t-elle. 460 candidats étaient en lice lors de quatre émissions, une à Marseille et trois à Paris. Elle remporte le fameux quatre oui par le jury constitué du producteur Gilbert Rozon, de la chanteuse Lorie, du comédien Olivier Sitruk, et du chorégraphe Giuliano Peparini.

où elle arrive deuxième. Son tour de force aura été d'interpréter un répertoire d'opéra La Wally, Madame Butterfly et La Tosca.

«Je suis très fière d'avoir participé et d'être parvenue à ce stade là. Cela a changé ma vie et m'a encouragé à poursuivre». Cet événement lui a permis de rebondir avec plusieurs dates, une participation à l'événement «Quartiers en lettre capitale» le 16 mai au Dôme, un concert en solo à la salle Artea le 29 mai à Carnoux, en attendant une participation attendue à un grand événement sur le génocide arménien au Silo cet automne.

Jean-Pierre Enaut



Les épreuves se succèdent. Elle était en lice le 13 janvier 2015 pour les demi-finales, opposée à 20 candidats puis elle est sélectionnée pour la finale, le 27 janvier face à 10 candidats

LA FINALE



LES TALENTS DE MARSEILLE PLUS



LE PLAISIR DU GOÛT

Quatre amis dont Serge Billet, champion du monde de pâtisserie et meilleur ouvrier de France, ont décidé de lancer le yaourt tradition, un nouveau produit destiné à apporter aux consommateurs des desserts privilégiant la qualité et le goût. Trois journées destinées à présenter et faire découvrir aux professionnels ce nouveau produit ont été organisées mi-avril au Panier.

Saviez-vous que le yaourt a fait son apparition en France avec François 1er qui, souffrant de problèmes digestifs, aurait guéri grâce à un yaourt à base de lait de brebis? Quatre cent ans après, suite à la découverte des micro-organismes à l'origine des fermentations par Pasteur, le yaourt fait son grand retour. Avec plus de 21 kilos par personne en 2005, les Français qui ont augmenté de 20% en dix ans leur consommation sont les plus gros consommateurs en Europe, derrière l'Allemagne.

En plus d'être apprécié pour son goût et sa texture, le yaourt a une valeur nutritionnelle forte. C'est à Marseille où le yaourt a été lancé en 1929 par Daniel Carusso qu'une nouvelle page de son histoire s'est écrite avec Yaourt Tradition, un projet né il y a deux ans.

«Dans leur laboratoire, les artisans disposent de tous les produits et services pour fabriquer ces yaourts goûteux, naturels et bons pour la santé que recherchent les consommateurs», précise Serge Billet, l'un des quatre créateurs de ce nouveau dessert avec Marc Devaux, Yann Desbief et Olivier Foulon.

Un savoir-faire reconnu

Serge Billet, chef pâtissier, meilleur ouvrier de France et également champion du monde de cette discipline, a initié avec ses amis cette marque, ce concept de fabrication et cette philosophie pour un partenariat privilégié avec les artisans boulangers pâtisseries traditionnels.

Afin d'obtenir un yaourt fabriqué dans les règles de l'art, Yaourt Tradition applique un principe de composition à savoir, du bon lait entier, des ferments yaourts étuvés et brassés choisis, des matières premières sélectionnées, du matériel référencé, des bonnes recettes. «Nous désirons leur proposer d'utiliser le savoir-faire du pâtissier pour concevoir un produit qui est tombé en désuétude et relève à présent

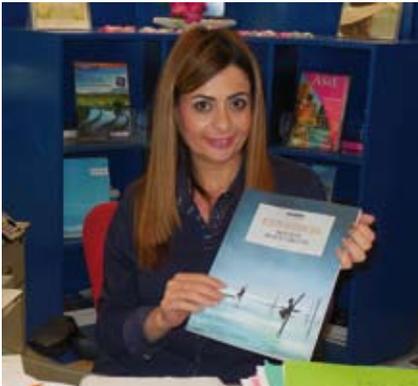
du domaine industriel», confie Yann Desbief. Puis Olivier Foulon rajoute : «Notre volonté est de récupérer ce savoir-faire crémier et de le transmettre aux pâtisseries». Cela fait dix huit mois que l'équipe travaille avec les meilleurs professionnels comme Régifruits, partenaire officiel de la coupe du monde de pâtisserie. Une gamme de trois lignes de produit (classique, fruitée et spécialités) a été élaborée pour l'heure avec soixante recettes. A l'origine les quatre complices ont bénéficié du partenariat d'un industriel français Panum qui a mis au point la yourtière capable de réaliser de la grande qualité avec une grande précision. «Nous pouvons fabriquer 600 pots en 24 heures. Le yaourt se règle par PH. L'acidité s'arrête quand le degré de PH est atteint», explique Yann Desbief.

Ce dessert naturel, conçu sans produit ajouté de conservation, peut être gardé pendant dix à quinze jours. Aujourd'hui, ils nourrissent une ambition «Nous souhaitons séduire les artisans désirant proposer un produit authentique respectant la charte de qualité et utilisant le savoir-faire transmis par Serge Billet», confie Yann Desbief.

J.P.E

ACTUALITÉS

FALHI VOYAGES SOUFFLE SES TRENTE BOUGIES



Appartenant au célèbre réseau Sélectour Afat, Falhi Voyages qui compte

trois agences à Marseille, la première à Garibaldi, la seconde au Boulevard des Dames et la troisième à la Madrague Ville célèbre cette année ses trente ans d'existence. C'est un beau parcours pour cette entreprise spécialisée dans les voyages de groupe et la billetterie qui compte une dizaine de salariés. Elle propose des périples vers des destinations ensoleillées avec, entre autres, le Maroc et en premier lieu Marakech, la Turquie avec Istanbul, la destination phare mais aussi la Jordanie, Dubaï ou encore la Thaïlande. Elle offre également l'opportunité de courts séjours, en particulier à Port Aventura en Espa-

gne avec des déplacements en autocar. Mais au-delà des séjours, Falhi Voyages qui mise sur le prix et les conditions de paiement entend privilégier la qualité du service.

«Nous offrons un accueil personnalisé avec notamment une réception organisée avant le départ pour tous les clients avec la projection de films, une assistance du client à l'aéroport et pendant son voyage», confie Sonia M' Dalla, responsable de l'agence Garibaldi.

J.P.E

KADER TIGHILT S'EN EST ALLÉ



Emporté par une longue maladie, Kader Tighilt qui n'avait pourtant que 53 ans est parti pour d'autres cieux laissant derrière lui son épouse et ses

trois enfants et tous ceux qui connaissent cet être à la fois sensible et affable. Cet autodidacte, chef du service des sports à la mairie des 15^{ème} et 16^{ème} était fort érudit et maniait le verbe comme un fin universitaire. Kader Tighilt était depuis toujours attaché aux valeurs de la République qu'il prônait.

Son discours ouvert, tolérant et toujours plein de faconde était unanimement apprécié. Il était souvent interrogé sur des sujets de société comme les cités, la pauvreté ou l'Islam. C'est au sein de son association «Génération futures» qu'il mettait en valeur ses idées, notamment à travers des

matchs de football associant des joueurs de toutes les confessions. Il avait d'ailleurs reçu la médaille du CRIF (Conseil Représentatif des Israélites de France).

Devant plus de trois cent personnes dont de nombreux élus parmi lesquels Samia Ghali, sénatrice et maire des 15^{ème} et 16^{ème}, ou encore Daniel Sperling, adjoint au maire de Marseille, un vibrant hommage fut rendu à cet être sensible qui a marqué les quartiers Nord de la ville et, en particulier les jeunes auxquels il se consacra avec ferveur.

M.D

LE TRIANON, UNE OASIS EN CENTRE-VILLE

Située à proximité du Vieux-Port, sur la rue Breteuil, le Trianon est une belle brasserie restaurant qui a été reprise, il y a deux ans et demi, par Lionel Mosbah. Cet ancien collaborateur au Pub Irlandais «Le Red Lion», à Notre-Dame-du-Mont, a souhaité, aux côtés de son père, assumer la responsabilité de cet établissement très connu des Marseillais. Sa première volonté a été d'effectuer une réfection totale.

«Tout a été refait à savoir le mobilier, les tables, le luminaire et la peinture», confie t-il. Depuis six mois, le tabac et le loto sont même venus se greffer aux deux autres activités. «Ces opportunités se sont présentées. Cela a accru la fréquentation, permis de faire découvrir le lieu et boosté l'activité de restauration», souligne t-il. La capacité a d'ailleurs été étendue avec vingt couverts en terrasse, huit en rez-de-chaussée et vingt six à l'étage. Pour cela, Lionel Mosbah mise sur des prix compétitifs et surtout la qualité du service et des produits. «Nous travaillons avec des produits frais.



Nous proposons des «desserts comme à la maison» et une carte complète qui change régulièrement», a t-il rajouté. Et le succès est au rendez-vous car il convient de réserver!

M.D



PLAIDOYER POUR UN DÉPARTEMENT ATTRATIF ET RAYONNANT

La nouvelle équipe du Conseil départemental à initiative de sa présidente Martine Vassal, a organisé, le 21 mai 2015, un déjeuner républicain avec l'ensemble des maires des communes du département et les premiers magistrats des mairies de secteur de Marseille. Cette première rencontre placée sous le sceau de la convivialité fut riche en annonces. Revue de détails.

«Bienvenue dans cette belle et grande maison qui est la vôtre !». C'est avec ces propos chaleureux que Martine Vassal, présidente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône, a débuté son allocution, lors du premier déjeuner républicain de la mandature. Elle s'est adressée aux maires en leur déclarant qu'ils étaient le cœur battant de la Provence.

Ils exercent pourtant, selon elle, leurs activités au service des concitoyens dans un contexte de plus en plus difficile et avec des contraintes toujours plus fortes. Ce déjeuner était donc l'occasion pour les élus de l'assemblée départementale de jeter les bases d'une véritable partenariat entre le Conseil départemental et les communes. «Nous entendons être un partenaire privilégié à l'écoute de vos préoccupations et de vos attentes», a souligné la présidente qui désire avant tout être disponible et «sur le terrain» pour rencontrer les élus dans chacun des différents cantons.

Maintien de l'aide aux communes

Afin d'aider les élus dans leur mission, la collectivité publique va organiser tous les ans, en septembre, le Forum des maires de Provence. Ce temps d'échange qui se déroulera sur une journée permettra de favoriser la rencontre entre les élus et les différents services départementaux. A cette occasion, seront présentés les politiques départementales et les divers organismes associés. Au-delà

de cette journée emblématique, le Conseil départemental va s'atteler au quotidien à accompagner et soutenir les projets des communes. Et Martine Vassal a rappelé à ce sujet son engagement : «L'enveloppe financière consacrée à l'aide aux communes sera maintenue et ce, malgré un contexte budgétaire très défavorable.» Puis, elle a rajoutée : «Elle sera répartie plus équitablement, avec davantage de transparence.»

Maintenir le budget pour les projets dans les communes est, pour elle, un choix politique car elle a pour volonté de soutenir l'investissement public permettant d'aider l'économie locale et les entreprises. Martine Vassal a déploré le désengagement massif et continu de l'Etat qui frappe lourdement l'ensemble des collectivités et en particulier la baisse des dotations. «Je dénonce, comme vous, les réformes imposées d'en haut, jamais financées ni compensées par l'Etat. Je condamne l'excès de normes et de lois qui brident les initiatives locales.»

Equilibre des territoires

Le Conseil départemental souhaite défendre les intérêts des communes. Il est par vocation et par nécessité le garant de l'équilibre entre tous les territoires. Martine Vassal a fait part de l'incertitude dans le climat ambiant: «Un nouveau paysage institutionnel verra le jour au début de l'année prochaine sans que nous en connaissions, à ce jour, les contours précis.

Aussi, la métropole dont je regrette qu'elle n'ait pas été bien pensée pour la spécificité de notre département, n'a de sens que si trois préalables sont respectées», a-t-elle évoqué. L'Etat doit tout d'abord mobiliser les financements nécessaires pour assurer la mise en place de la métropole et donner à Marseille les moyens d'assumer les charges de la centralité de la 2e ville de France. En second lieu, la coopération métropolitaine doit se limiter sur un socle de compétences minimales afin de pouvoir avancer collectivement. Les compétences exercées par la métropole pourraient porter sur le développement économique et les transports. De plus, les communes du Nord qui n'ont pas vocation à intégrer cette entité doivent d'une part être accompagnées et soutenues et d'autre part choisir l'organisation intercommunale qu'elles souhaitent construire.

In fine, Martine Vassal a rappelé que le prochain rendez-vous majeur sera les Etats Généraux de Provence qui seront lancés le 18 juin et qui se dérouleront de septembre à décembre. Elle a sollicité le concours de tous et de toutes afin que ce grand débat soit une réussite collective au service de la Provence. «Nous devons unir toutes nos forces si nous voulons gagner la rude compétition qui se joue entre les territoires. Rassemblés, nous pourrons ensemble faire des Bouches-du-Rhône, un département plus attractif économiquement, plus équitable socialement et plus rayonnant culturellement».

Jean-Pierre Enaut



DOSSIER

FACE À LA RADICALISATION, UNE DOUBLE RÉPONSE EFFICACE

L'Association Médiation Sociale a organisé en partenariat avec Unismed, Entr'autres et l'association Marseille Plus, le 28 mai 2015, au Château de la Buzine, un colloque sur le processus de radicalisation. Cette rencontre audacieuse fut une véritable réussite tant par les qualités des participants et par le contenu des interventions que par l'acuité du sujet, à la veille de la présentation du rapport à l'assemblée nationale. Etat des lieux exclusif avec la rédaction de Marseille Plus.

Les récents attentats à Paris, Bruxelles, au Danemark ainsi qu'en Tunisie ont suscité une profusion de discours compréhensibles face à l'ampleur du choc et de vives inquiétudes dans l'opinion publique. Il apparaissait naturel de s'interroger sur le processus de radicalisation qui a pris ces derniers temps une ampleur considérable. Comment pouvons-nous saisir les racines historiques et idéologiques de ce fléau dans leurs spécificités ? Pourquoi et comment certaines personnes en sont arrivées à franchir ce seuil ? Autant de questions que nous pouvons légitimement nous poser.

Experts politiques

Afin de mieux appréhender et cerner ce vaste sujet, l'association AMS a organisé en partenariat avec Unismed, l'Observatoire du traitement de la radicalisation en Europe, Entr'autres et l'association Marseille Plus qui œuvre pour le mieux-vivre ensemb-

le et le concours d'Aix-Marseille-Université, Paris-Diderot-Université, Nice-Sophia-Antipolis Université, un premier colloque à Marseille. «Son but était d'initier un état des savoirs entre chercheurs, élus, fonctionnaires d'Etat et territoriaux et membres de la société civile sur l'engagement dans le processus de radicalisation et sur les possibilités d'en sortir», a expliqué Pierre Perez, directeur général d'AMS. Après une première rencontre à Nice où fut d'ailleurs créé l'observatoire du traitement de la radicalisation, Marseille fut le théâtre de ce colloque, en présence de Christian Estrosi, député-maire de Nice et de Jean-Pierre Sueur, sénateur, vice-président de la commission des lois et rapporteur de la commission d'enquête sur les réseaux jihadistes. Plusieurs personnalités participaient, et entre autres, Valérie Boyer, député et maire des 11^e et 12^e arrondissements et Patrick Menucci, député, aux côtés de Sylvie

Carrega et Christiane Pujol, conseillères départementales, Serge Perrotino, maire de Cadolive et secrétaire général de l'Union des maires ainsi que de nombreux élus des communes du département.

«L'Ecole, c'est la République»

Pour Christian Estrosi, le constat est là : «Comment définir ces terroristes qui n'arrivaient ni de la Syrie, ni du Yémen mais qui étaient français. Ce sont des ennemis organisés, rompus à l'usage des réseaux sociaux. Il ne faut pas les sous-estimer mais pas les sur-estimer car ce serait donner trop d'honneur à Daesh.» Prônant un plan global contre l'embrigadement sectaire, il a salué l'action remarquable de Latifa, la mère du militaire assassiné par Mohamed MERAH à Toulouse. «Les démocraties sont les cibles pour ébranler les fondements de notre société. Chacun a sa part dans cette lutte pour nourrir de nouvelles espérances». Préalablement à la présentation du rapport d'enquête à l'Assemblée nationale, le député Patrick Menucci a fait part de données chiffrées afin d'avoir une meilleure compréhension. «Nous sommes passés de 555 personnes en janvier 2014 à 1683 en mai 2015. Ce sont 457 personnes en Syrie et en Irak dont 137 femmes, 320

personnes en transit et 278 individus détectés dont 213 qui sont revenus en France. Cela représente 20 000 combattants sur une population de 50 000 constituant l'armée de Daesh.» Puis, il a rajouté: «La France est le principal pays européen de départ. La prise de conscience s'est effectuée tardivement fin 2013.» Valérie Boyer s'est

déclarée inquiète. «Je suis stupéfaite par l'inaction du monde libre devant l'arrivée des terroristes et l'impuissance de la communauté internationale à Palmyre». En fin de journée, l'intervention de Pascale Warda, ancienne ministre déléguée à l'Emigration en Irak en 2004 et 2005 a permis d'illustrer avec un témoignage émouvant

cette journée passionnante qui préside désormais Hamoravi, une organisation sur les droits de l'homme en Irak. La prochaine rencontre qui associera ateliers et colloque se tiendra les 22 et 23 novembre 2015.

Jean-Pierre Enaut

DOSSIER

QUELS MOYENS INSTITUTIONNELS FACE À LA RADICALISATION ?

Retour sur la première table ronde du colloque Comprendre et prévenir les processus de radicalisation, rassemblant des élus de tous bords autour des moyens d'action de la République.

Pour ouvrir le colloque marseillais Comprendre et prévenir les processus de radicalisation réuni le 28 mai dernier au Château de la Buzine, les



Valérie Boyer, Christian Estrosi député maire de Nice et à droite Valérie Fedèle, directrice du château de la Buzine

organisateur ont sollicité la sphère politique. Au moment où l'Assemblée Nationale et le Sénat examinent les travaux d'une commission d'enquête sur les réseaux djihadistes, il était important d'entendre comment les élus de tous bords envisagent la lutte contre le terrorisme. Une semaine après le lancement à Nice de l'Observatoire du Traitement des Radicalisations en Europe et du Groupe des Parents Solidaires, c'est son Député-Maire UMP, Christian Estrosi, qui a pris le premier la parole. Convaincu qu'une véritable guerre contre les

fondements de la démocratie est déclarée, il a adopté "sans réticences" le projet de loi sur le renseignement porté par le gouvernement, et préconise la mise en place une série de mesures "pour affirmer hautement que les lois de la République sont supérieures aux lois religieuses". Patrick Mennucci lui a succédé au micro, présentant les derniers chiffres officiels : en un an, le nombre d'individus de nationalité française concernés par le départ en Syrie ou en Irak a triplé. L'armée de Daesh est constituée de 40 000 à 50 000 personnes, et l'on recense sur place au 20 mai 2015 un total de 457 français, dont 137 femmes, avec un nombre croissant de mineurs. Pour le député PS, rapporteur de la commission d'enquête mandatée par l'Assemblée Nationale, "nous ne sommes pas à l'abri d'une progression exponentielle du phénomène". Il évoque

distes recrutent principalement sur Internet... et en prison. Le Sénateur espère donc pouvoir renforcer les équipes de spécialistes qui s'occupent du renseignement pénitentiaire (13 personnes actuellement), former des aumôniers musulmans, et empêcher que le discours djihadiste ne soit véhiculé dans les maisons d'arrêt. Mais il souligne que l'on ne déradicalisera personne aisément, réclamant un référent auprès de chaque jeune en danger, membre de l'Education Nationale, psychologue ou encore personnel des collectivités territoriales. "Cela coûte, mais si on ne le fait pas, cela coûtera bien plus encore, et pas seulement en argent". Pour Valérie Boyer, Députée et membre de la commission parlementaire, la réponse doit aussi être diplomatique. Elle s'indigne d'avoir vu quasiment en temps réel sur Internet l'attaque récente sur la ville de Palmyre, alors que rien n'était fait pour l'empêcher, et déplore la "grande indifférence, l'impuissance de la communauté internationale face au génocide des Chrétiens d'Orient".

Unaniment, ces élus de gauche comme de droite réclament un embargo contre l'autoproclamé Etat Islamique, une surveillance accrue de ses sources de financement, afin de mener avec une plus grande efficacité la lutte contre le terrorisme. Mais pour Jean-Pierre Sueur, la question de la crédibilité du contre-discours est à creuser, de même que Patrick Mennucci croit beaucoup aux repentis, capables d'avoir un discours public sur ce qui se passe réellement là-bas. En tout état de cause, la classe politique insiste sur un impératif : ne pas stigmatiser la communauté musulmane en l'assimilant au "dévoisement de l'Islam commis par les djihadistes", et tendre la main à ceux qui sont plus victimes que criminels, les jeunes en voie de radicalisation.

Gaëlle Cloarec

NB : Le rapport de la commission d'enquête sur les réseaux djihadistes est accessible sur le site du Sénat.



DOSSIER

COMPRENDRE LA RADICALISATION, UNE VÉRITABLE NECESSITÉ

Il n'est pas toujours facile d'essayer d'apporter une rigueur scientifique ou étymologique à la définition de radicalisation; le terme si souvent galvaudé est loin de renvoyer à une réalité unique. Pour mieux essayer de comprendre ce phénomène, des Universitaires présents tels que Jean-Jacques Rassial, Professeur de Psychopathologie à l'Université d'Aix en Provence, Hugo Micheron, Chercheur à Science Po Paris, et Djamel Misraoui, Spécialiste des questions humanitaire Université Paris XIII, ont durant ce colloque essayé de donner les clés pour mieux comprendre ce processus de radicalisation.

Hugo Micheron a commencé par exposer un petit historique du djihad de son début en Afghanistan jusqu'à nos jours avec la création Daesh. Il est revenu sur l'étymologie, le concept de Djihad (traduit par l'expression de guerre sainte). «Il faut distinguer deux types de Djihad: le grand Djihad, dont la signification est l'effort personnel que le musulman doit accomplir constamment pour respecter l'éthique et la morale religieuse, et le petit Djihad, qui est défini comme une guerre sacrée contre les ennemis de l'islam.». Les islamistes s'adressent à des jeunes en quête de dignité et d'idéologie. Ils mettent en place des techniques d'endoctrinement propre aux sectes. La propagande se fait en général via internet, souvent en reprenant les codes des jeux vidéo. Ils jouent aussi la carte de l'humanitaire, tout en propageant la théorie du complot. Hugo Micheron nous fait remarquer que la méthode a changé: «Les djihadistes pensent en français, s'adressent à des Français et reprennent les débats de la société française.»

L'ambition des groupes terroristes derrière ces entreprises de radicalisation de jeune européen est menée dans le but de s'offrir une chambre de résonance dans «le ventre mou de l'occident» (qui n'est autre que l'Europe à leurs

et femmes, adultes et mineurs, seuls ou en familles, qu'ils soient de France, du Royaume-Uni, d'Allemagne, des États-Unis, ou d'autres pays à travers le monde. Au total, environ 50 000 djihadistes seraient en Syrie et/ou en Irak, dont 20 000 d'origine étrangère, venus



Valérie Boyer

de plus de 83 pays. La France compte le contingent le plus important de djihadistes des pays occidentaux. Près de 1000 personnes vivant en France se sont engagées dans le Djihad. De plus en plus de jeunes mineurs, en particulier des filles, se font enrôler par le biais de l'humanitaire. Depuis sa création en février dernier, le CPDSI a reçu des dizaines d'appels. La tranche d'âge des djihadistes se situe entre 14 et 34 ans.

Les deux tiers des jeunes sont nés de familles françaises, athées ou catholiques. Ils sont moins d'une dizaine à avoir des parents musulmans, et encore, la majorité d'entre eux sont non pratiquant. Alors pourquoi ces jeunes sont attirés par la radicalisation islamiste? Pour Jean-Jacques Rassial, Professeur de Psychopathologie : comprendre la radicalisation, c'est avant tout essayer de comprendre un processus aux dimensions politiques, psychologiques, sociales et biographiques chez l'individu séduit par l'argumentaire djihadiste. Dans un premier temps, la personne est coupée de ses cercles sociaux, et familiaux. Il finit par se retrouver à côtoyer exclusivement d'autres personnes endoctrinées. Marginalisés au sein de la société, ces individus sont parfaitement enclins à se persuader mutuellement du bien-fondé de leurs engagements. Le recours aux symboles, aux fantasmes, et aux récits qui entourent le discours djihadiste vise avant tout à exploiter une frustration. Pour Djamel Misraoui «On donne l'impression à ces jeunes de prendre part à quelque chose de plus grand qu'eux. Ils sont convaincus par la rhétorique djihadiste et finissent par croire qu'ils ont pour mission de venir à la rescousse des autres musulmans ». Dès lors, les aspirants djihadistes ne se définissent pas eux-mêmes comme des terroristes mais se perçoivent comme des combattants légitimes. Il a rappelé que le discours du radicalisme religieux est structuré autour d'idéaux et de valeurs comme la solidarité, la pureté et la fraternité. Le fait de s'engager dans l'humanitaire permet aux jeunes de se sentir appartenir à une communauté internationale, la «Oumma». La France semble bien démunie face à cette radicalisation. Mettre en place une «morale laïque» dès l'école primaire. Généraliser l'isolement des détenus. Programmes pour affiner la détection de la radicalisation. Dotation d'outils pour aider au désendoctrinement des jeunes recrues. Toutes ces pistes sont à l'étude pour faire face à ce fléau.

Nafissa Seghirate

DOSSIER

PRÉVENTION DE LA RADICALISATION : COMMENT AGIR SUR LE TERRAIN ?

Au-delà de la voie sécuritaire, quels sont les chemins pour identifier et contrer la dérive vers la radicalisation ? A la tribune pour tenter d'y répondre : Bernard Godard, expert reconnu de l'islam, Alain Ruffion, spécialiste de la médiation sociale en charge d'une expérience pilote et Pascale Warda, présidente de l'association irakienne "Hummurabi, droit de l'homme".



Pascale Warda, ancienne ministre de l'Emigration en Irak.

Pour Bernard Godard, ancien chargé de mission du Bureau Central des Cultes au Ministère de l'Intérieur, la difficulté de la France à appréhender le concept de radicalisation tient à son histoire et sa laïcité. Il souligne le clivage entre une vision sécuritaire et une vision plus victimaire qui estime que les personnes engagées dans cette violence ont, avant tout, besoin de soins et d'attention sociale et met l'accent sur deux phénomènes opposés et uniques au monde : la victimisation par rapport à l'islamophobie et le complotisme. "Cette double idéologie joue, via internet, un rôle central dans la radicalisation des jeunes à travers le monde et entraîne des alliances contre nature. Et c'est le défi de L'observatoire du traitement des radicalisations en Europe, de déconstruire les discours de ce type."

L'exemple des Alpes Maritimes

En juin 2014, L'émergence de Daech et de l'Etat Islamique sera une prise de conscience brutale. Le danger est très proche et il s'agit de le combattre sur le terrain. D'où l'intérêt des formations de prévention des phénomènes de radicalisation menée depuis un an, dans le département des Alpes Maritimes par l'association I.E.F., sous l'inspiration de la Préfecture. "Nous avons reçu environ 200 fonctionnaires d'état - Police, Gendarmerie, Renseignement intérieurs, Protection judiciaire de la jeunesse, Education Nationale, Rectorat - détaille Alain Ruffion, son Directeur.

L'objectif était de leur donner des outils et des méthodes afin de mieux comprendre et décrypter. Il existe désormais de nombreuses données géopolitiques, sociales, psychologi-

ques, mais seule la compréhension de toutes ses strates superposées permet d'avoir une analyse percutante et rapide pour identifier une personne dans un processus de radicalisation. Nous avons également souligné l'importance de la coopération entre les services de l'état et du croisement des informations. C'est cette conjonction de faisceaux de présomption qui permet d'évaluer collectivement le risque de radicalisation."

Un maillage territorial

La deuxième étape fut de former les équipes d'enseignants des collèges REP + et les travailleurs et médiateurs sociaux pour constituer un maillage territorial. "Ces acteurs de premières lignes sont dans de grandes difficultés face à la complexité du phénomène et à la responsabilité de signaler ou pas la radicalisation en cours d'une personne, avec la crainte de se tromper et de stigmatiser, précise Alain Ruffion." Ce travail de terrain sera complété en septembre 2015 par la formation d'un troisième public: celui des animateurs et médiateurs socio-culturels, des éducateurs spécialisés et des assistantes sociales, qui ont tout autant besoin de ces repères pour réagir plus vite et à bon escient.

Autre démarche remarquable, la création d'une cellule d'accompagnement qui intervient, en appui des services de l'état en charge de vérifier la dangerosité des personnes, lors des signalements au numéro vert "anti-djihad". Constituée, notamment, par les associations Entre Autres et Unismed, cette cellule pluridiscipli-

naire se compose de politologues, psychologues, anthropologue, imans, médiateurs... afin d'apporter les compétences dans l'accompagnement des publics. Enfin, l'I.E.C. travaille sur un programme de réengagement citoyen. Un accompagnement individualisé qui permettra plus de latitudes que ne l'autorise le discours public obligatoirement laïc, pour développer des contre argumentations sur le terrain religieux. Et, pour ceux qui douteraient encore de l'urgence de former et mobiliser les acteurs en charge de l'éducatif, du préventif et du sécuritaire, Pascale Warda, présidente de l'association pour les droits de l'homme "Hammurabi" a conclu le



Une franche poignée de main, entre Boualem Aksil, Président de Marseille Plus et Christian Estrosi, Député Maire de Nice et Président de la Métropole Nice Côte d'Azur

colloque en décrivant les ravages des djihadistes de l'Etat islamique en Iraq. 15 minutes de témoignage accablant sur la dégradation en quelques mois de la situation des chrétiens d'Orient, exigeant la nécessité de remettre en place la solidarité méditerranéenne.

Cyrille Maury

SUBWAY



**PIERRE GIRAUDO, CHEF D'ENTREPRISE DYNAMIQUE,
COORDINATEUR DE 8 RESTAURANTS SUBWAY SUR MARSEILLE
ET PARTENAIRE DU MAGAZINE MARSEILLE PLUS LE MAG.**

Dixie Blues



2, boulevard Léon Bancal - 13011 Marseille

04 91 44 23 11

contact@dixieblues.fr - www.dixieblues.fr

150
AN S

**Société
Marseillaise de Crédit**



A l'occasion des 150 ans
de La Société Marseillaise de Crédit,
Plusieurs rencontres ont eu lieu dont une à Montpellier
en présence de :

Yves LEPETIT,
Directeur du Groupe de Montpellier

Bruno DESCHAMP,
Président du Directoire

Michel HILAIRE,
Directeur du Musée Fabre et Conservateur général du patrimoine





DOUZE ENTREPRISES MARSEILLAISES À L'HONNEUR

Depuis huit ans, le label Empl'itude distingue les entreprises responsables et innovantes en matière d'emploi et d'insertion professionnelle. Cette année, douze ont été récompensées pour leurs bonnes pratiques, par la Ville de Marseille, la Maison de l'Emploi de Marseille et Emergences, association support du PLIE MPM Centre, lors d'une cérémonie qui s'est tenue le 12 mars 2015, à l'hôtel de ville. Explications.

Créé en 2008 à Marseille, à l'initiative de dix acteurs institutionnels et économiques locaux, le label Empl'itude est un véritable outil de proximité au service du territoire et des entreprises.

C'est un partenariat public-privé qui s'est instauré avec un protocole d'engagement liant les différents partenaires comme l'Etat via la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, les collectivités avec la Ville, le Conseil départemental, le Conseil régional PACA, l'établissement public Euroméditerranée, les chambres consulaires, l'Union Pour les Entreprises, la Cité des Entrepreneurs, et le Centre des Jeunes Dirigeants.

Le label est animé et coordonné par le PLIE MPM Centre sous l'égide de la Maison de l'Emploi de Marseille. Accessible à toutes les entreprises, sans distinction de tailles ou de secteurs, la labellisation s'appuie sur trois axes d'évaluation d'un ensemble de dispositions concrètes de l'entreprise en faveur de l'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi et des scolaires, de l'accompagnement et du suivi des salariés dans l'entreprise. Cette année, ce furent 90 entreprises et acteurs de l'emploi qui étaient rassemblés autour des nouveaux labellisés tels que Marahatha, Printemps La Valentine, Axa, Job Link, Perfeo, Stone PowerHome Services Synergie, Arace, Gilclaude, Deloitte et Ficorec. «Nous avons créé, dans le cadre de notre démarche RSE, un Fonds de dotation appelé Ficorec Actions Solidarité afin d'organiser et de soutenir toute action d'intérêt général dans le domaine social ou de la solidarité», a précisé Jean-Claude Capuono, son président. Lors de cette cérémonie, Sabine Bernasconi, présidente du PLIE MPM Centre et maire du 1er et du 7^{ème} arrondissements, Didier Para-

kian, adjoint au maire délégué à l'économie et Gaëlle Lenfant, vice-présidente du Conseil régional, étaient aux côtés de Dominique Tian, premier adjoint au maire de Marseille délégué à l'emploi. Ce dernier a souligné : «ce label est le premier label pour l'emploi en France».



Empl'itude valorise la contribution majeure des entrepreneurs et des réseaux d'entreprises à l'accompagnement des publics éloignés de l'emploi dans leur parcours d'insertion. «Avec ce projet, l'entreprise démontre qu'elle est au cœur de la redynamisation de l'emploi sur le territoire», a confié Didier Parakian.

Jean-Pierre Enaut



SOCIAL

L'EMPLOI AU CŒUR DES PRIORITÉS DANS LES CITÉS MARSEILLAISES

Inspiré du mouvement «Do it yourself», le projet CV Street, accompagne les chercheurs d'emploi et porteurs de projets par diverses actions d'entraide et de mise en réseau. Cette opération, dont la marraine est Myriam Lamarre, championne de boxe, prend cette année une nouvelle dimension avec l'action pertinente du bailleur social 13 Habitat dans les cités. Explications.

**DOSSIER RÉALISÉ
EN PARTENARIAT
AVEC 13 HABITAT**

Pour Myriam Lamarre, marraine de l'opération CV Street, l'enjeu est essentiel : «La quête de l'emploi est réhumanisée avec ce concept original qui va à la rencontre des demandeurs d'emploi en étant à l'écoute de leurs compétences». Lancé à Marseille, le 1er juillet 2012, CV Street accompagne les chercheurs d'emploi et porteurs de projets dans leur action de recherche d'emploi. «L'origine du projet est en fait un scénario de film, l'acte fondateur est le CV dans la rue», précise pour sa part Cyril Sluki, président de l'association CV Street qui a mis en place cette opération avec le bailleur social 13 Habitat et la Mission Locale du 13/14. Les intentions initiales sont de favoriser la responsabilité personnelle face au chômage et de vulgariser une sociologie de l'entraide ouverte et à distance. «Nous sou-

hatons créer une histoire transmédia dont nous sommes les héros car nous aidons par des actes», rajoute Cyril Sluki. Il s'agissait en fait d'être pédagogique en transmettant de bonnes pratiques. L'ambition était de devenir une action collective, citoyenne et déclinable.

Une première session

L'action comprend en fait trois composantes pour une essaimage à la fois local et global. Il y a tout d'abord les antennes constituant un réseau de solidarité en faveur de l'emploi au cours duquel la transmission s'opère par l'intermédiaire des ateliers. Il y a également l'opération appelée «10 pour 1», une émission de radio au cours de laquelle la force des médias est utilisée comme vecteur de solidarité. Enfin, la dernière action est Allo Réseau, un centre d'appel solidaire dans lequel plusieurs personnes cherchent du travail pour leurs pairs. Le top départ de la première session CV Street s'est déroulée le 12 mars 2015 aux Flamants dans le 14ème arrondissement de Marseille.

Le lancement de l'opération a été suivie de l'atelier «10 pour 1». Le principe est clair. Si dix personnes m'aident sur mon projet professionnel, j'ai des solutions. En retour, j'aide aussi, sans juger, sans critique positive mais juste par mon ressenti. L'important est avant tout un partage de bonne idées, des contacts. Chaque session comprend ainsi l'organisation de la sélection des candidats en amont avec une préselection d'offres d'emplois avec le partenaire



Retrouvez le portrait de Myriam Lamarre, sur marseille-plus.fr



ETIC. Une vingtaine d'offres d'emploi dans les secteurs de l'accueil, de la sécurité et de la relation clients état proposée. La présélection a été effectuée là en partenariat avec les centres sociaux et les amicales des locataires des Flamants. Quinze participants ont été retenus. C'est par ailleurs l'aménagement du site et l'animation de la session avec l'atelier «10 pour 1». L'action comporte également un accueil individualisé et une réorientation puis la prise en charge de l'accompagnement, la mise en relation avec un coach et in fine le reporting de l'action.

Un accès égal à l'emploi

Gérant un parc de près de 34000 logements, le bailleur social 13 Habitat, assure, outre la construction de nouveaux logements, l'entretien et la modernisation du patrimoine existant. En 2015, plus de 55M€ seront d'ailleurs consacrés à la rénovation de logements.

Au cours de cette période, mille nouveaux logements seront livrés. L'humain est au cœur des préoccupations de 13 Habitat qui multiplie les actions au cœur de ses cités à destination de toutes les générations. Le bien vivre ensemble est ainsi une priorité. Evénements sportifs, culturels, sociaux et citoyens permettent ainsi de renforcer la cohésion sociale tout au long de l'année, à l'image de Si T'Sport qui part à la découverte des jeunes talents sportifs l'été, de la fête de voisins, de l'initiation au rugby durant les vacances de Pâques ou encore des Parades de Noël en fin d'année. Il s'avérait dès lors naturel pour 13 Habitat de collaborer activement avec CV Street. L'Office de l'Habitat souhaite être un tremplin social en accompagnant ses résidents vers l'emploi. «L'opération est prépondérante car elle fait le lien entre emploi et logement. La lutte contre la ghettoïsation des quartiers passe par la rénovation urbaine mais aussi par une approche globale, notamment sociale avec une réponse aux problèmes de chômage», a souligné



Groupe ETIC

le représentant de 13 Habitat. Puis il a rajouté : «Le pacte républicain n'a pas de frontières et CV Street permet à nos locataires d'avoir un accès égal à l'emploi. Nous sommes clairement dans notre rôle d'acteur social». Il est important pour le bailleur social de construire des parcours de vie et de contribuer à la réussite des locataires. Le bien-vivre passe par un emploi durable. Les cités ne peuvent être des espaces coupés de la société et bénéficier d'un toit est tout aussi important que de travailler.

Un projet partenarial

L'objectif de cette action est avant tout de replacer l'humain au cœur de la cité en intervenant dans les quartiers en requalification et de soutenir la lutte contre l'exclusion. Cette action permet d'intervenir sur deux cibles prioritaires à savoir les jeunes et les chômeurs de longue durée des quartiers en requalification. «Notre ambition est d'aller à la rencontre des bénéficiaires via les agences de 13 Habitat et d'intervenir dans les quartiers sensibles», a souligné Gérard Lafont, son directeur général. 13 Habitat est ainsi au cœur d'un défi social. «Nous le réussissons si celles et ceux qui habitent nos quartiers trouvent un emploi. Nous ferons tout pour les y aider». C'est fort logiquement que la Fondation Abbé Pierre qui a pour objet la lutte contre le



Fathi Bouaroua

mal logement et en particulier pour les plus défavorisés de nos concitoyens a souhaité s'inscrire dans cette démarche. Son action s'étend plus largement à la vie dans les quartiers et à la promotion de ses habitants. Aussi, elle a désiré naturellement apporter son soutien à l'opération CV Street. «L'équipe des streeters a démontré lors de chacune de ses actions le rôle actif de médium vers l'emploi avec pour moteur la solidarité et le vivre-ensemble dans les quartiers», a souligné Fathi Bouaroua, directeur régional PACA.

Pour mener à bien ce projet en partenariat avec la Préfecture dans le cadre de la politique de lutte contre l'exclusion et les discriminations et la fondation Abbé Pierre, une tournée sera organisée dans différents quartiers de la ville. Le rêve de décrocher un emploi durable pour ces publics souvent éloignés de l'emploi deviendra ainsi une réalité grâce à la solidarité, une valeur qui a désormais du sens grâce au soutien de 13 Habitat.

Pour info, le Président de 13 Habitat Lionel Royer-Perreaut sera présent au 2^{ème} Rendez-vous de CVSTREET le 18 juin à 11h30, Cité les Néréides Marseille 11^{ème} dans les locaux de l'agence 13 Habitat .

«NOUS AVONS LA VOLONTÉ DE CRÉER UNE CHAÎNE SOLIDAIRE DE L'EMPLOI»

Pour la première fois en France, un bailleur social 13 Habitat s'associe à CVStreet pour lutter contre le chômage dans les quartiers Nord de Marseille. Gérard Lafont, le directeur général de 13 Habitat nous expose les raisons d'un tel engagement.

Marseille Plus Le Mag: Pouvez-vous nous expliquer pourquoi 13 Habitat a décidé de s'investir dans une opération aux côtés de CVStreet ?

Gérard Lafont : 13 Habitat n'est pas seulement un constructeur de résidences. Nous voulons aussi participer à «construire» des parcours de vie et accompagner nos locataires. Le logement social et l'emploi sont étroitement liés. On ne peut ghettoïser les quartiers et abandonner ses occupants. Si l'on prend l'exemple de la session des Flamants, dans le cadre de la rénovation urbaine, l'accompagnement de nos locataires est très important. 13 Habitat est au cœur d'un défi social et nous le réussirons si celles et ceux qui habitent nos quartiers trouvent un emploi. Nous faisons tout pour les y aider.

M +: Est ce que 13 Habitat devient ainsi un tremplin pour tous les habitants des cités ?

G.L : Nous sommes dans le cœur de notre projet CVStreet. Nous voulons les aider à «remettre le pied à l'étrier» et être un relais auprès des acteurs de l'emploi. A travers cette action, unique en France pour un Office HLM, nous voulons être un bailleur 100% social et ne laisser personne au bord de la route. Il est important que nos locataires s'épanouissent, dans leur logement bien sûr, mais aussi dans leur vie active.

M +: Quelles sont les cibles prioritaires de ce projet partenarial ?

G.L : Les jeunes et les chômeurs de longue durée. C'est aux côtés de ces personnes que nous devons nous investir. En France, il y a une dure réalité : les moins de 25 ans ont du mal à trouver un emploi. CVStreet nous accompagne donc pour mettre en relation ces hommes et femmes, parfois peu, voire pas diplômés, avec des entreprises dont les nécessités de recrutement font qu'elles ne s'arrêtent pas au seul CV mais sont attentives à la motivation et à la volonté des candidats potentiels.

M + : Comment allez-vous organiser la tournée "CVStreet-13 Habitat" dans les différentes cités gérées par 13 Habitat ?

G.L : Après cette première session qui s'est déroulée aux Flamants, nous allons continuer à aller, à travers les Bouches-du-Rhône, à la rencontre de



Gérard Lafont,
Directeur Général de 13 Habitat

nos locataires en difficulté d'emploi. Ainsi, les équipes de CVStreet vont se déplacer dans certaines de nos cités pour rencontrer des demandeurs d'emploi, échanger avec eux, et les mettre en relation avec des entreprises qui recrutent.

M +: Quels résultats en attendez-vous concrètement ?

G.L : Nous avons la volonté de créer une chaîne solidaire de l'emploi à travers notre parc immobilier. Le défi est grand mais si l'on arrive à favoriser le retour à l'emploi de certains de nos locataires, nous aurons déjà gagné une bataille. Tous auront eu l'opportunité d'entrer dans un réseau, d'améliorer leur candidature et d'apprendre à

valoriser leurs points forts. CVStreet-13 Habitat est un véritable investissement sur l'avenir. Tout le monde sera gagnant, même celles et ceux qui n'auront, hélas, pu décrocher un emploi, car elles continueront à bénéficier des services de CVStreet.

M + : Quelles autres actions sont mises en place par 13 Habitat dans les cités ?

G.L : Nous entretenons régulièrement cette dynamique sociale auprès de nos locataires de tout âge. Aussi, nous avons des actions festives, comme les parades de Noël pour les plus jeunes qui permettent d'apporter de la magie durant les fêtes de fin d'année. Pendant les vacances de Pâques, nous allons lancer la deuxième édition de l'initiation au rugby, à destination des 6 à 14 ans. Toujours dans le domaine du sport, nous allons organiser Si T' Sport cet été, après le premier succès de cette opération en 2014. Nous partons à la recherche de nos jeunes talents sportifs, dans le cadre de Marseille Capitale européenne du Sport, comme nous l'avons fait pour la culture en 2013 avec MP2013. Enfin, fin mai, nous organisons un autre temps fort, apprécié des résidents : la Fête des voisins. Un moment pour se retrouver de manière conviviale. Nous avons encore de nombreux projets à destination de nos locataires.

Le fil rouge de ces actions est simple: renforcer le lien social avec nos locataires mais aussi entre eux et développer des valeurs de partage, d'amitié, de respect. Au fil des ans, nous nous rendons compte que ces actions participent à la baisse des incivilités dans nos cités. C'est l'essence même du vivre ensemble.

Propos recueillis par
Sandrine Lopez

MARSEILLE PLUS EMPLOI

L'ARMÉE DE TERRE EST ENGAGÉE DANS LA BATAILLE POUR L'EMPLOI



Lieutenant-colonel Slimane KENANI

«Recruter des jeunes chaque année est un enjeu vital pour pérenniser le format de l'armée de Terre professionnelle composée à 72 % de contractuels », explique le lieutenant-colonel Slimane KENANI. Ce dernier, sera le nouveau chef du Centre information et de recrutement des forces armées (CIRFA) de Marseille à compter du 29 juin 2015. Le CIRFA de Marseille doit permettre à 250 jeunes de rejoindre l'armée de Terre en 2015. L'armée de Terre doit cette année engager 13.000 jeunes au niveau national soit 3.000 de plus que l'an passé. « Ce recrutement est en augmentation pour des raisons liées à l'actualité », souligne le lieutenant-colonel Slimane KENANI. Le renforcement du plan Vigipirate après les récents attentats a engendré de nouveaux besoins. Il y a une vraie opportunité à saisir pour les jeunes. « Nous en recrutons de tous les niveaux, du CAP à bac + 5, et dans tous les métiers, car nous avons besoin de toutes les compétences. Quand l'armée de Terre se déploie dans un territoire comme en Centre-Afrique, par exemple,

elle a besoin d'être autonome dans tout. Il est important pour nous d'avoir des mécaniciens, des informaticiens, des électrotechniciens, etc. »

Des contrats à durées variables

Les jeunes intéressés, désireux d'avoir une première expérience professionnelle et de vivre une aventure hors du commun, peuvent signer des contrats de durée variable (1, 3, 5, 8 ou 10 ans) renouvelables pour être formés comme soldat et être ensuite orientés vers une des nombreuses spécialités proposées : fantassin, artilleur, pilote de char, cuisinier, mécanicien, opérateur de transmission... « L'autre avantage, c'est que les jeunes militaires du rang engagés, s'ils sont performants, peuvent rapidement évoluer : 70 % des sous-officiers sont issus des militaires du rang et 60 % des officiers des sous-officiers ». Parmi les conditions exigées pour signer un contrat d'engagement, il faut être de nationalité française, avoir au minimum 17 ans et demi et au maximum 29 ans.

Propos recueillis par Boualem Aksil

PLUSIEURS POINTS SONT ÉVALUÉS :

- Santé ;
- Aptitude physique ;
- Aptitude cognitive ;
- Motivation.

Renseignements :

CIRFA de Marseille, 28 rue des Catalans
Tél : 04 13 59 47 70 ou sur le site sengager.fr

Horaires d'ouverture

Lundi au jeudi :
de 08h30 à 12h00
et de 13h00 à 17h00
Fermeture à 16h le vendredi

UN NOUVEAU PRÉFET DE POLICE

Laurent Nunez a été nommé préfet de police des Bouches-du-Rhône en conseil des ministres du 4 mars 2015. Âgé de 51 ans, il remplace Jean-Paul Bonnetain, nommé préfet de l'Isère. Il a été installé dans ses fonctions par le ministre de l'Intérieur vendredi 3 avril 2015 au cours d'une cérémonie qui s'est tenue dans la cour d'honneur de l'hôtel de police de Marseille.

Cet ancien inspecteur des impôts, passé par l'ENA entre 1997 et 1999, occupait jusqu'à présent, la fonction de directeur de cabinet du préfet de

police de Paris après avoir été secrétaire général de la préfecture de Haute Saône, sous-préfet de Bayonne, puis directeur de cabinet du préfet de Seine-Saint-Denis.

Laurent Nunez est le deuxième préfet de police des Bouches-du-Rhône de plein exercice (la fonction de préfet de police des Bouches-du-Rhône a été créée par décret en date du 15 octobre 2012).

M.D



INTERVIEW

TRANSPORTS, EMPLOI, FONCIER : LES TROIS AMBITIONS DE DOMINIQUE TIAN

Un an après les élections municipales, Marseille + le Mag' est allé à la rencontre de Dominique Tian, député et 1er adjoint au Maire, chargé de la Politique municipale en faveur de l'Emploi, des Déplacements et Transports urbains. Bilan et perspectives de sa délégation.

Marseille + le Mag' : 2015 va être une année placée sous le signe de l'environnement, avec la conférence sur le climat qui se tiendra à Paris, et la venue en juin du président de la République à Marseille, pour la préparer. Les transports en sont un volet important, quelle est l'ambition de la ville dans ce domaine ?

Dominique Tian : Concernant les transports en commun, nous avons mis en place un plan très ambitieux, avec une prolongation du Métro vers le nord de la ville, pour combler le déficit dont ces quartiers souffrent. La ligne 3 de tramway entre Canebière et Castellane inaugurée récemment est appelée à être prolongée, nous réalisons des études sur ce parcours pour qu'il mène jusqu'à Drôme, avec comme objectif à terme d'atteindre La Rouvière puis rejoindre quasiment Luminy. La mise en place d'un parking relais vers le Palais des Sports participe à cette stratégie visant à favoriser l'usage des transports en commun et au désengorgement des artères. Nous souhaitons aussi soulager la Vallée de l'Huveaune, qui voit circuler 120 000 véhicules par jour.

M+ Le Mag : Qu'en est-il des navettes maritimes ?

D.T : C'est un grand succès. 571 000 passagers ont emprunté les navettes maritimes reliant le Vieux-Port à la Pointe Rouge et l'Estaque en 2013, 480 000 en 2014. Nous renouvelons la convention avec Véolia, en augmentant légèrement le tarif pour les non-abonnés au réseau RTM. Avec un coût de 4 millions d'euros, le ser-

vice ne dégageait qu'un million de recettes, c'était à revoir. Désormais il faudra s'acquitter de 5 € pour un trajet ponctuel, comme pour aller au Frioul. Et les navettes desserviront bientôt les Goudes, c'est voté.

M+ Le Mag : Qu'est-ce qui va changer avec la Métropole ?

D.T : On sent que le vrai pouvoir va se jouer là. Cela servira à corriger les inégalités de traitement, quand Région et Département ne reconnaissent pas que Marseille est la ville-centre, celle qui souffre le plus. Il faut un rééquilibrage en faveur des marseillais ! Le frein numéro deux à l'emploi, après la formation, c'est la mobilité, les transports. Les gens se déplacent très peu. Il y a un énorme effort à fournir sur les trains et les bus, et la Métropole va pouvoir y travailler très vite en 2016. Cela va dans le sens de l'histoire.

M+ Le Mag : En matière d'emploi justement, quelles sont les perspectives ?

D.T : J'ai un sentiment positif sur le devenir de Marseille. La ville souffre moins de la crise qu'ailleurs, car ses entreprises sont en majorité plutôt petites et très souples. Elles résistent mieux qu'à Lyon ou à Paris. Nous allons dans le bon sens avec le Port, qui va mieux, et nous pensons que nous pourrions faire quelque chose de bien sur le J1. Il y a évidemment le dossier emblématique de la French Tech, où se noue une alliance fructueuse avec Aix... De gros projets sont en cours dans le secteur audiovisuel, également. Netflix va venir s'installer

pour quelques temps avec sa série Marseille, et puis il va falloir imaginer un après Plus belle la vie! Reste que nous avons toujours des soucis sur la Belle de Mai, l'un des quartiers les plus pauvres d'Europe. Nous voulons éviter le décrochage entre la partie de Marseille qui réussit et celle qui est en retard.

M+ Le Mag : A la mi-mars s'est tenu le grand salon de l'immobilier à Cannes (MIPIM, ndr), où en est le foncier à Marseille ?

D.T : La ville a encore des réserves foncières qui seront utiles aux entreprises. Sur les zones franches, l'Etat a prolongé son dispositif fiscal pour deux ans, ce qui est une bonne chose. Château Gombert est un gros succès, très satisfaisant, le Pôle Luminy se développe, et la Vallée de l'Huveaune attire les investisseurs. Nous espérons pouvoir y accueillir de nombreux entrepreneurs car il reste de la place.

Vous avez senti un effet post-2013, année où Marseille-Provence était capitale européenne de la culture ?

D.T : Indéniablement, en terme d'image, la capitale de la culture a eu un impact très positif. Cela a permis la mise en place de nouveaux équipements dont le MuCEM qui attire énormément de monde, et également de remettre à niveau Borély et Longchamp. Maintenant nous nous préparons pour les gros événements sportifs qui auront lieu en 2016 et 2017.

Propos recueillis par Gaëlle Cloarec

DOSSIER

MARSEILLE RÉALISE SA RÉVOLUTION DES TRANSPORTS

Principalement pilotés par la communauté urbaine qui possède la compétence pour agir en matière de transports en commun et de voirie, de nombreux travaux d'infrastructures sont en cours ou viennent d'être lancés pour redessiner la carte des offres de transports sur la ville. Ainsi, tout en rendant les espaces aux piétons et aux modes «doux», Marseille se transforme et évolue.

Depuis qu'il est devenu président de la communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole (MPM), Guy Teissier a un leitmotiv en matière de transport en commun : irriguer la cité phocéenne du nord au sud. Le Plan de déplacements urbains (PDU) adopté par MPM en juin 2013 fixe une stratégie qui a le mérite d'être simple et claire, diminuer le trafic automobile au cœur de la cité phocéenne. Cela se décline autour d'une offre accrue de transports en commun, quels qu'ils soient, aussi bien que d'une réorganisation des voiries et des axes de circulation.

Pôle d'échanges

Une programmation sur 10 ans a été établie par MPM avec un budget d'investissement de 4 milliards sur la décennie, dont 2,3 milliards à la charge de la communauté (50 % pour les transports en commun, 42 % pour les infrastructures et 8 % pour les

modes doux). La Banque européenne d'investissement (BEI) a accordé 135 millions de prêts sur la base de cette programmation. Six grands projets sont concernés, qui sont pour certains déjà en cours de réalisation, la prolongation du métro jusqu'à la station Capitaine Gèze avec un pôle d'échanges qui accueillera tous les modes de transports, la prolongation des lignes de tram vers le nord et vers le sud et la mise en service de trois lignes de bus « à haut niveau de services ».

Ce pôle d'échanges comprendra un parc relais de plus de 600 places, une station de rechargement des véhicules électriques, un parc à vélos de 50 places. « Cette gare multimodale désengorgera la gare de bus de Bougainville et permettra d'ouvrir une porte au nord de Marseille pour les voitures et les cars interurbains qui transitent par les autoroutes nord (A55 et A7). » confie Robert Assante,

Vice-Président de MPM délégué aux transports.

Le tram rue de Rome... et jusqu'à Dromel

Mais la première manifestation de cet axe nord-sud que les Marseillais vont voir se concrétiser est le prolongement du tram de la Canebière à Castellane en passant par une rue de Rome totalement requalifiée (façades, éclairage public et espaces verts) et qui va être mis en service fin mai 2015. Ce nouveau maillon constitue d'ores et déjà une troisième ligne qui reliera Arenc à Castellane, déjà pensée (les études sont lancées) pour aller à Dromel en passant par la Capelette et à Capitaine Gèze depuis Arenc. De fait, c'est déjà une ligne Arenc -Dromel qui se profile. Le Conseil communautaire du 10 avril dernier a approuvé le bilan de la concertation menée pour les aménagements de la place Ferrié, sur le boulevard Rabatau. Le projet consis-



Autour de Guy Teissier, Président de MPM : Robert Assante, Vice-Président délégué aux transports et les représentants de la ville de Marseille





te à enterrer sous la place une partie de la circulation de surface de façon à démolir la fameuse « passerelle de Rabatau » et de permettre le passage de la ligne de tram vers la Capelette.

Les travaux seront pris en charge par la société du tunnel Prado-Carénage et MPM saisira la commission européenne en mai 2015 pour s'assurer que le montage financier est conforme à la légalité. Si Bruxelles donne son feu vert, les travaux pourront commencer en 2016 pour une livraison de la liaison souterraine en 2018.

Et plus tard bien au-delà, au nord comme au sud

En toile de fond, c'est la liaison par le tram « lycée Saint-Exupéry – La Rouvière » qui est visée et qui, si elle n'est pas encore programmée, sera dès lors possible pour les élus qui voudront – et qui pourront – lancer les chantiers correspondants. L'objectif est de créer cet axe nord-sud, épine dorsale des déplacements dans la ville de Marseille et socle sur lequel viendront s'articuler d'autres lignes pensées à l'échelle métropolitaine. Une telle extension appuiera le développement de l'aménagement de la zone Euroméditerranée 2 au nord d'Arenc, et connectera les quartiers sud, la Capelette avec le Palais Omnisports et les hôpitaux du boulevard Sainte Marguerite. Ces quartiers sont parmi les plus densément peuplés de la ville. La jonction/articulation de la ligne avec le Boulevard urbain sud (BUS) au niveau du boulevard de la Gaye, permettra en outre de connecter le réseau de tram à cette voie de contournement et de dégagement automobile. La prolongation du linéaire de rails est estimée à 10,6 km en totalité dont 5,1 km au nord et 5,5 km au sud. D'ici cet été, MPM devrait délibérer sur le programme détaillé de l'opération pour lancer à la fin de l'année la consultation en vue de choisir une équipe de maîtrise d'œuvre (architecte – bureau

d'études). Le premier semestre 2016 pourrait voir le lancement de l'avant-projet pour un démarrage des travaux à la fin 2017. Une première phase de ce projet d'extension, depuis le pôle d'échanges Capitaine Gèze jusqu'au boulevard de la Gaye, a été déclarée éligible au titre de l'appel à projets de l'Etat « Transports collectifs et mobilité durable » et s'est vu accorder une aide financière de près de 30 millions d'euros.

Trois lignes de «très grands bus»

Parallèlement, les deux lignes de bus les plus fréquentées du réseau de la RTM, avec plus de deux millions de passagers par an, la 21 vers Luminy et la 26 vers Saint Antoine, se sont vu doter d'un bus à haut niveau de service (BHNS). Ces «très grand bus», comme les appellent les Marseillais, ne sont efficaces que s'ils peuvent se déplacer sur un site propre, non soumis aux aléas de la circulation. C'est le cas pour le 21 entre Castellane et Mazargues, mais ne l'est plus après. La communauté urbaine a déposé une demande de subvention dans le cadre du deuxième appel à projets du Grenelle de l'Environnement en faveur des transports urbains et elle s'est vu attribuer 3,4 millions d'euros auprès de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) que le Conseil communautaire a approuvé le 10 avril der-

nier. Les premiers travaux pour créer le site propre vers Luminy vont donc commencer cet automne entre le Rond-Point de Mazargues et le Rond-Point Pierrien, pour aller jusqu'au Campus en 2017, année pendant laquelle sera réaménagé le tronçon Mazargues-Castellane. Le site propre a été largement aménagé sur la ligne 26 et une troisième ligne de très grand bus est ouverte depuis septembre 2014 entre Saint Jérôme et le métro Malpassé et entre Château-Gombert et le métro la Rose, avec des voies de circulation réservées.

Une nouvelle navette maritime Pointe Rouge – Les Goudes

Même si elles ne sont toujours pas financièrement équilibrées (MPM perd entre 2,5 et 3 millions d'euros sur leur fonctionnement), les navettes maritimes ne seront pas supprimées. Les lignes ouvertes depuis l'été 2012 entre le Vieux-Port et la Pointe Rouge et entre le Vieux-Port et l'Estaque « sont un véritable succès public » admet Guy Teissier et, les beaux jours revenant, « les queues des passagers attendant la navette sous l'ombrière ne désemplissent pas ».

Le président de la communauté urbaine a donc décidé de les maintenir et de rajouter une troisième navette à partir de début juillet entre la Pointe Rouge et les Goudes, pour permettre un accès facilité des touristes au Parc des Calanques et désengorger la route du littoral. Comme pour les autres lignes maritimes, le passage sera de 5 euros pour les visiteurs et sera inclus dans l'abonnement pour les détenteurs de la carte Transpass.

La rocade L2 bientôt à bon port

Pour rendre le plus efficace possible ces nouvelles infrastructures de transports en commun, des travaux importants sont menés en parallèle pour réaménager ou pour créer de nouvelles routes. Le chantier « serpent de mer » à Marseille, le plus vieux chan-





tier d'infrastructure de France, inscrit en 1933 au Plan d'occupation des sols de la ville, est en passe d'être mené à bien dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP) signé fin 2013 avec la « société de la rocade L2 » dont Bouygues est l'actionnaire opérationnel. La communauté urbaine et la ville de Marseille, mais aussi le département et la région, ont participé au financement, aux côtés de l'Etat et des partenaires du PPP. Engagés par contrat sur des dates de mise en service, avec des pénalités en cas de non-respect de ces dates, la major du BTP et ses associés devraient aller au bout du chantier en respectant le planning prévu. Cette rocade de 2 x 3 voies et de près de 10 km de long assurera le contournement autoroutier de Marseille en reliant l'autoroute nord (A7) vers Aix et Lyon à l'autoroute est (A50) vers Toulon et Nice. Le premier tronçon baptisé L2 Est (5,2 km), entre l'échangeur Florian à Saint Loup, sur l'A50, et Frais Vallon, sera livré en 2016. Le deuxième, baptisé L2 Nord (3,5 km), entre Frais Vallon et les Arnavaux, sera pour sa part livré en 2017.

Développement du BUS, qui n'est pas un véhicule...

Un des nœuds d'asphyxie circulaire de la cité phocéenne est sans

conteste le littoral en été et plus particulièrement la route qui mène à la Pointe Rouge et plus loin à Montredon et aux Goudes. Une fois la L2 en service, il est logique d'envisager d'y connecter un boulevard de desserte de ces quartiers qui viendrait se fixer sur l'échangeur Florian à Saint Loup. Une toute petite partie de ce boulevard, baptisé le Boulevard urbain sud (BUS), a déjà été réalisée, à partir de la traverse Parangon sur la Pointe Rouge.

Lancée en 2014, la concertation préalable à la réalisation de ce BUS s'est déroulée en juin et juillet de cette année-là et un bilan de concertation a été approuvé par MPM en octobre. Une enquête publique devrait se dérouler à l'été 2015 pour un démarrage effectif des travaux dans le secteur Florian en 2017.



Un hyper centre encore plus apaisé

Toutes ces évolutions sur les offres de transports en commun vont obligatoirement avoir une incidence sur le nombre de voitures en circulation dans l'hyper centre de Marseille et influencer encore la transformation urbaine de la ville. Il est clair que la mise en service de la L2, par exemple, va déplacer le trafic de passage qui se fait aujourd'hui principalement par la rocade du Jarret. Délesté d'une partie importante de ce trafic, et notamment des poids lourds, le Jarret pourra donc redevenir un boulevard urbain plus apaisé et capter un trafic nouveau de centre-ville, avec transports en commun, circulation voitures plus fluide et installation de modes doux, pistes cyclables et cheminements piétons. La requalification de l'artère a démarré. Du même coup, l'hyper centre s'en trouvera d'autant allégé et la transformation du Vieux-Port en zone de plus en plus piétonne pourra se faire sans obstacle majeur. L'automne 2015 verra la poursuite des aménagements des quais, avec l'élargissement des passages de promenade et la disparition des barrières de bois blanc, entre la place aux Huiles et le bassin de carénage, côté Rive-Neuve. Avant que, en 2016, ces promenades s'étendent, côté Mairie, jusqu'au Fort Saint Jean. Ainsi se transforme la ville par l'accroissement de ses transports en commun.

Michel Couartou

MPM a concrétisé plusieurs accords de financement avec différents établissements bancaires pour développer l'offre de transport sur le territoire de Marseille.

Avec la Banque Européenne d'Investissement (BEI), tout d'abord, la banque des 27 Etats membres de l'Union Européenne, qui en sont les actionnaires. La BEI a accordé à la communauté urbaine un prêt de 135 millions d'euros dont une

part sera distribuée par la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse (Cepac), qui est la première banque à s'engager, pour un montant de 44 millions.

Ces 135 millions correspondent à la moitié des financements nécessaires au prolongement du métro jusqu'à Capitaine Gèze, à la réalisation du pôle d'échanges (métro, bus, BHNS et parking), à la création des 3 lignes de « très grands bus » pour un linéaire total de 27,5 km

et l'acquisition de 6 rames de tramway. La Caisse des dépôts, qui est la banque des collectivités locales et qui soutient les investissements publics, prendra en charge un prêt complémentaire à venir sur la deuxième moitié de cet investissement.

Ce prêt viendra des fonds de la Caisse affectés au développement des transports en commun.



REPORTAGE

ET LE LONG COULE L'HUVEAUNE...

A l'ombre du Vélodrome agrandi et couvert, les constructions poussent comme des champignons. Logements, bureaux, hôtels, résidences, centre commercial, clinique... c'est tout un nouveau (éco?) quartier qui sort de terre !

A l'instar de ce qui se fait aujourd'hui dans toutes les grandes métropoles européennes, de Londres à Lisbonne, et actuellement aussi chez nos voisins lyonnais, un nouveau quartier est en train de naître autour du stade Vélodrome.

C'est un stade agrandi et reconfiguré depuis l'été dernier, avec en particulier son nouveau et photogénique toit façon « donut », que les téléspectateurs de 167 pays ont pu notamment découvrir vu d'un drone à l'occasion de la retransmission télé du dernier classico en date OM-PSG.

Tout autour de l'enceinte marseillaise modernisée, se dressent de nombreuses grues. Durant la journée, des travaux de terrassement vont également bon train. Là où se trouvaient encore, avant que le chantier batte son plein, toute une série d'équipements publics, l'ancienne piscine Chevalier Roze, des terrains de tennis, un parc de stationnement de la RTM, le service des sports municipal et la billetterie de l'OM, c'est une nouvelle pièce urbaine de 10 000 m² qui prend forme autour du stade sur 20 hectares de terrain entre le rond-point du Prado, au sud, et Sainte-Marguerite, au nord.

Dans un temps record

Il faut dire que l'édification de ce PIA, comprenez Programme immobilier d'accompagnement, est une clé de voûte financière de cette vaste opération qu'est la reconfiguration du stade Vélodrome et de ses abords menée en PPP (partenariat public-privé). Ce nouvel ensemble immobilier a pour objectif en effet d'alléger de 33 millions d'euros la facture de rénovation

du stade (sur plus de 260 au total dont une grande partie de fonds publics). Les terrains appartenant à la ville, une année de travail a été nécessaire pour leur déclassement afin de pouvoir y construire de nouveaux équipements privés. Les différents projets sont ainsi actuellement édifiés dans le cadre de baux à construction de 99 ans sur des fonciers mis à disposition par la ville pour Arema,





le groupement concessionnaire du contrat de partenariat. Lui-même a signé avec les différents investisseurs des baux sur 35 ans, la durée du PPP, et la ville prendra ensuite le relais sur 64 ans. La présence sous terre à cet endroit du métro et de la station d'épuration n'a pas non plus facilité la tâche. Le PPP a imposé en outre un timing très serré, une partie du financement provenant de la vente des terrains qui devait être réalisée dans le délai de reconfiguration du stade, c'est-à-dire en trois ans.

C'est donc dans un temps record que doivent opérer GFC Construction et Cirmad, les filiales de Bouygues Construction qui se sont vu confier la réalisation de ce programme d'accompagnement. La dernière pièce du puzzle, un centre commercial de 28 boutiques et six restaurants (+ 764 places de parking sur 7 niveaux de sous-sol), qui accueillera les Galeries Lafayette et dont la construction a débuté à l'angle du virage nord et du parvis d'accès, devra être terminée pour l'automne 2017.



En attendant, les premiers bâtiments ont d'ores et déjà été livrés côté rue Teisseire. Il s'agit en l'occurrence d'une partie des 240 logements d'un ensemble de quatre bâtiments qui comprendra également à terme, en mars de l'an prochain, le siège régional de la filiale de la Caisse des dépôts et 290 places de parking. A côté, une résidence intergénéra-

tionnelle de la Sogima comprenant 43 logements seniors et 90 logements étudiants a, elle aussi, déjà vu le jour.

Un nouveau quartier de vie

Mais c'est le long de la berge l'Huveaune où un cheminement piétonnier, accessible aussi aux vélos, a été aménagé, que le chantier s'avère le plus spectaculaire.

Côte à côte ou presque, s'élèvent plusieurs nouveaux bâtiments. Couronnés à leur sommet d'une sorte de petite voile rectangulaire (censée rappeler le fameux couvre-chef du Vél.?), deux d'entre eux sont des immeubles de respectivement 87 et 123 logements BBC (Batiment Basse Consommation). Le troisième, de forme similaire, couverture comprise, est une résidence étudiante de 196 appartements. Tous trois devraient être finis cet été.

A côté, une clinique ambulatoire dont la mise en œuvre a débuté en début



CHAUFFAGE AUX EAUX USÉES

Les constructeurs Arema et GFC ont transformé la contrainte de la présence de Géolide, la station d'épuration souterraine sous le parvis Ganay, en opportunité écologique qui devrait compter dans la labellisation écoquartier visée par l'ensemble de cette opération d'aménagement.

Ce qui en ferait d'ailleurs le premier quartier de ce type de la cité phocéenne. Alimentée par les eaux de rejet de la station contenant des calories qui seront récupérées, une boucle de chaleur a en effet été réalisée pour desservir l'ensemble des nouvelles constructions ainsi que le stade Vélo-

drome et le stade Delort. Dans cette boucle circuleront les eaux traitées à une température constante de 15°C en hiver et 20° en été.

Ce qui permettra de refroidir ou chauffer des échangeurs thermiques en fonction de la demande, chauffage ou climatisation.



plexe hôtelier de deux établissements qui est lui aussi en pleine construction. A terme, au printemps 2016, il comprendra un hôtel Marriott 4 étoiles de 126 chambres et un établissement deux étoiles de 162 chambres à l'enseigne B&B.

Last but not least, c'est entre le virage sud du Vélodrome, et les immeubles de logement et la clinique que se bâtissent également les 12 600 m² d'un pôle de bureaux.

A l'issue de ce chantier pharaonique, tout un morceau de Marseille aura, grâce à l'Euro 2016, radicalement changé de visage au pied des virages.

M. V.

d'année, regroupera une fois achevée 12 blocs opératoires dédiés à l'orthopédie et à l'ophtalmologie ainsi qu'un laboratoire et des équipements de radiologie.

Gérée par la Générale de Santé et reconnaissable à sa couleur rouge, pour une part, elle viendra remplacer à son ouverture, en septembre 2016, l'actuelle clinique Monticelli, située pas très loin, rue du commandant Rolland. Dans la continuité, en lisière du boulevard Michelet, c'est un com-

UN SEUL ARCHITECTE

Excepté le centre commercial dessiné par le cabinet britannique Benoy mais dont il assure cependant la réalisation, l'architecte marseillais Didier Rogeon dont l'agence s'est classée en 2013 au niveau du chiffre d'affaires comme la 80e de l'hexagone, signe l'ensemble des bâtiments du PIA.

Dans la cité phocéenne où il intervient très souvent (logements, équipements divers...), on doit à cet architecte notamment la bibliothèque de l'Alcazar, pour laquelle il était associé à Adrien Fainsilber, la reconfiguration du stade vélodrome, (en association avec le cabinet Scau), ou encore la station d'épuration enterrée Géolide, juste derrière le stade Vélodrome, un quartier qu'il aura décidément donc marqué de son empreinte.



© EURL DIDIER ROGEON ARCHITECTE



REPORTAGE

LES VERTUS DE L'EAU SOUFRÉE DE CAMOINS LES BAINS

Chaque année, l'établissement thermal de Camoins les Bains, rénové en 2003, améliore ses installations afin d'optimiser ses soins pour les curistes. Lors de l'inauguration de la 12^{ème} saison, le 7 mars 2015, en présence de nombreuses personnalités dont le sénateur Jean-Noël Guérini, le centre qui accueille plus de 4000 curistes en rhumatologie et en ORL a présenté son nouveau système de cataplasmes individuels. Reportage.

Une source d'utilité publique

Le site était connu en fait depuis l'Antiquité pour ses sources mais elles ne furent toutefois jamais exploitées. Les Grecs et les Romains avaient vanté depuis fort longtemps les bienfaits de l'eau thermale. C'est au XIX^e siècle que différents propriétaires tentèrent d'installer la première station avec baignoires puis le pavillon des boues sera mis en place en 1861. A titre anecdotique, l'eau sulfureuse calcaïque était vendue en pot d'un demi-litre dans les pharmacies pour la somme de quatre sous. En 1839, le chevalier Alphonse Louis Joseph d'Heureux, nouveau propriétaire y installe une maison de santé et prend pour enseigne les bains impériaux des Camoins. Il a transformé le vieux château en hôtel restaurant à l'enseigne de l'hôtel de Cambrai entouré d'un parc arboré et d'un plan d'eau. En 1847, Lamartine et son épouse viennent prendre les eaux. Napoléon III qui se trouve à Marseille en 1860 pour inaugurer

le Palais de la Bourse créé en 1861 une commission chargée d'analyser les eaux des Camoins. Les résultats l'amènent à signer le décret du 17 novembre 1862, reconnaissant cette source d'utilité publique. Les vertus



Fernand Pietri

curatives de l'établissement thermal sont reconnues depuis cette date et s'avèrent régénératrices de différentes affections (rhumatologie et ORL).

Face à l'émergence d'une station thermale au Roucas Blanc qui périclita rapidement, l'établissement des Camoins entreprend des travaux (cabines de douches, salle de repos) et la station devint davantage connue.

Un nouvel élan

En 1905, l'établissement est relié par une navette à la Gare Saint-Charles puis le 13 octobre 1907, l'arrivée du tramway lui donne un nouvel élan. La station thermale devient la propriété d'un parent du peintre Félix Ziem puis la transmet à Armand Duplessis qui réalise d'importants travaux de réaménagement des lieux tant sur le plan de la décoration que sur le plan technique. Lors de la première guerre mondiale, l'établissement est réquisitionné puis transformé en hôpital militaire. Armand Duplessis revend l'établissement à la famille Colgate qui laissera la gestion à une société d'investissement. Son objectif est de remplacer l'hôtel de Cambrai par



un grand hôtel de luxe de cinquante chambres. Suite aux nouvelles installations de soin concernant le traitement des voies respiratoires, l'établissement verra son nombre de curistes augmenter dans ce secteur, davantage que dans celui de la rhumatologie. Le véritable essor vient

pour ce lieu après la seconde guerre mondiale. Des travaux conséquents sont entrepris sur les installations, les salles de repos et dans le parc. Grâce aux progrès en matière de recherche médicale, des perfectionnements sont apportés aux installations existantes (salles de brouillard collectif,

piscine avec eau chaude). La famille Aubert fait en 1978 l'acquisition de la station qui, peu à peu, part en déshérence. L'établissement renaît en 2003 avec son nouveau propriétaire, la SOCOMA à l'initiative de son président Charles Emile Loo. La gestion de la station est alors confiée à la Société nouvelle des Thermes des Camoins.

La Ville de Marseille prend alors conscience du formidable atout que représente cette station et adhère par délibération du Conseil municipal, le 30 juin 2008, à l'association des Villes Thermales. Cette année-là, elle totalisait 6 100 journées de curistes soit 311 000 soins. « Marseille est la plus grande ville de France dotée d'une station thermale médicalisée », se réjouit Fernand Pietri, directeur du centre thermal.

Cataplasmes de boues

Depuis de nombreuses années, les stations plutôt fréquentées par des populations aisées se démocratisent avec la sécurité sociale. L'établissement connaît alors un succès croissant avec le jeune public, en particulier les enfants des colonies de vacances qui ne prennent pas encore de corticoïdes. Il s'adresse plus particulièrement aux patients souffrant de deux pathologies (voies respiratoires et rhumatologie). «Auparavant, en 1988, l'ORL était l'activité essentielle avec 70% contre 30% pour la rhumatologie. Aujourd'hui, la tendance s'est totalement inversée», souligne Fernand Pietri. Il existe pourtant un véritable paradoxe avec un vieillissement de la population et un développement des allergies, de l'asthme et des infections pulmonaires plus prégnantes.

Marseille est devenue l'une des villes les plus polluées de France. De plus en plus d'allergies se développent dans la ville. Selon Fernand Piétri, le public est mal informé des bienfaits d'une cure thermale et de son aspect préventif. Le soufre recèle de vertus non négligeables sur le plan antalgique, antibiotique, antiseptique et anti-inflammatoire. La nouveauté de cette 12e saison réside avant tout dans la mise en place du système de cataplasmes individuels qui est utilisé par les grands établissements thermaux modernes. «Avec le cataplasme, l'établissement bénéficie d'une meilleure sécurité bactériologique et offre davantage de confort et d'hygiène pour les curistes», confie le Docteur Martine Rousset, l'un des quatre médecins du centre. Face à



l'essor des pollutions en France et notamment à Marseille, la station offre des atouts indéniables. «Nous sommes bien placés dans les préventions liées à la pollution et les maladies comme l'asthme demandant des traitements lourds sur le plan médical», estime Fernand Piétri. L'avantage du thermalisme est d'assurer un traitement complémentaire permettant de diminuer la quantité de médicaments. En 2015, l'activité ORL est un service phare répondant à un besoin fort.

«Des investissements importants ont été réalisés avec une salle de rééducation respiratoire plus complète et plus attrayante», précise-t-il.

4 000 curistes par an

L'établissement qui compte un effectif d'une trentaine de salariés sous la forme d'emplois directs et également un cabinet médical intégré avec quatre médecins, ainsi que cinquante-cinq emplois indirects. Il nourrit deux objectifs, à savoir, développer

l'ORL et maintenir la rhumatologie. Aujourd'hui, l'établissement thermal enregistre 4000 curistes par an, pendant neuf mois (du 2 mars au 5 décembre).

Et sur les trois mois restants, des travaux à hauteur de 150 000 euros sont réalisés chaque année. « Nous effectuons 350 000 soins sur neuf mois. Ce chiffre est en constante évolution, de l'ordre de 2% par an, mais nous sommes tributaires du fait que nous ne disposons que d'une seule source », explique Fernand Piétri. Le centre met tout en œuvre pour avoir une seconde source.

«Notre objectif est de bien faire notre métier dans le secteur de la cure thermique médicalisée. Avec une nouvelle source, nous disposerons de possibilités décuplées», estime le directeur. Plusieurs axes sont prioritaires dans l'amélioration du centre à savoir le confort, l'informatisation, l'identification médicale et dès lors une meilleure traçabilité des soins du patient pour un suivi médical renforcé. Et à terme, l'établissement nourrit l'ambition de développer un centre de bien-être.

Jean-Pierre Enaut



Un havre de repos après les soins.



URBANISME - MARSEILLE PLUS BELLE MA VILLE

LA MARSEILLAISE, UN HYMNE À LA LUMIÈRE

Symbole de la plus grande opération immobilière privée, la Marseillaise, immeuble de 135 mètres de hauteur en front de mer, dessiné par l'architecte Jean Nouvel, est l'un des éléments fondateurs de la nouvelle façade méditerranéenne. Elle constitue une étape majeure et même un signal fort de la future métropole.

Du rêve à la réalité ! Marc Piétry, président du groupe Constructa, est extrêmement heureux. «La Marseillaise est une tour qui prend ses racines dans la vie quotidienne. Une tour qui respecte les passants, ses utilisateurs, les citoyens. Une tour qui prend la lumière et la rend ». Le chantier avance bien. La tour affiche déjà, trois ans avant sa livraison, un taux de location de plus de 70%, les 30% restant étant en cours de négociation ! Trois mois après l'inauguration officielle mi-décembre 2014, elle apparaît comme le premier immeuble de grande hauteur à sortir de terre sur la façade méditerranéenne.

Un étage panoramique

Ce signal fort de la fameuse skyline, emblématique de la ville de Marseille,

imaginé par Jean Nouvel, lauréat du fameux prix Pritzker, s'inscrit dans le plus grand projet d'aménagement urbain d'Europe, en front de mer et en bordure du port industriel.

Emblématique par sa conception, sa signature architecturale et sa verticalité, La Marseillaise s'inscrit dans un périmètre en mutation, celui d'Euro-méditerranée qui, depuis vingt ans, transforme la Ville. Avec ses 135 mètres de hauteur, la tour constitue un produit tertiaire inégalé dans le Sud de l'Europe. Ce sont en fait 35 000 m² aux normes internationales répartis sur 31 niveaux que pourront s'offrir 2500 usagers. Fruit d'une vision initiée par Constructa, porteur du projet, et la volonté d'acteurs économiques engagés dans la réussite du territoire

tels que Vinci Construction, la Marseillaise est devenue une réalité.

Alain Lacroix, président du directoire de la CEPAC, est l'un des deux investisseurs : « A Marseille, il nous reste encore beaucoup de choses à faire. Il nous reste l'avenir. Nous sommes simplement en train de le construire ». De son côté, Elisabeth Viola, directrice de la Caisse des Dépôts et Consignations, a souligné : « Nous accompagnerons ce projet fédérateur qui contribuera à la dynamique de développement et d'attractivité de ce territoire ». La réunion des quatre partenaires autour d'un même projet, porteur d'une ambition affirmée de faire de Marseille et de la métropole une destination d'affaires, est le résultat d'un engagement commun pour le

développement économique du territoire. La tour doit en incarner la capacité à attirer de grandes entreprises puisqu'elle dotera la Ville d'un lieu d'exception à la hauteur de ses ambitions.

Elle a été conçue pour proposer un cadre de travail



moderne et efficient aux futurs utilisateurs. La lumière, le confort, les espaces modulables et végétalisés

ont ainsi été privilégiés. Parmi les futurs occupants, se trouveront, entre autres, sur douze étages, MPM où mille collaborateurs seront installés sur un même site, Orange sur deux étages, Constructa et la CEPAC sur chacune un étage, ou encore la CCIMP avec le WTC Marseille Provence, sur deux étages pour installer un Business Center et la Provence Business skyounge.

Générateur d'emplois

Au-delà des enjeux économiques et sociaux, la convention cadre pour l'emploi, signée par le monde entrepreneurial, les institutions, les organismes économiques, les structures d'accompagnement à l'emploi, à l'initiative de l'Etat et de l'UPE 13 et, sous le patronage du Préfet Michel Cadot, revêt un caractère majeur. Fruit d'une démarche volontaire, cette convention est fondée sur six engagements avec pour objectif de maintenir et développer l'emploi et les compétences locales en accordant une priorité à l'insertion et à la formation. Ainsi, la tour générera 900



emplois, notamment dans les secteurs du BTP et des services. Elle représentera 290 emplois directs sur le chantier dont 10% seront de nouveaux emplois créés en privilégiant les emplois d'avenir, les emplois francs et les contrats en alternance en vue de parcours qualifiants. Les emplois d'insertion auront pour objectif de représenter 5% des heures travaillées du gros œuvre, 380 emplois seront induits pour la construction de la tour. Ce seront par ailleurs

50 emplois dédiés à la maintenance technique et aux services (crèche, restaurant inter-entreprises salle de sport mais aussi conciergerie, room service, business center).

Les services de nettoyage, d'entretien et de sécurité généreront 60 emplois. La livraison de la tour est programmée pour le trimestre 2018, après trois ans et demi de travaux.

Jean-Pierre Enaut





PORTRAIT

MARSEILLE : BAISSÉ PROGRAMMÉE DES INVESTISSEMENTS

Pour faire face à la baisse des dotations de l'Etat et à la charge des nouveaux rythmes scolaires, la Ville de Marseille a annoncé un plan d'économies, l'augmentation des impôts et un ralentissement de ses investissements. Roland Blum, troisième adjoint au Maire de Marseille chargé des finances, du budget et de la charte Ville-Port a répondu à nos questions.

Marseille Plus Le Mag: La Ville de Marseille a vu sa dotation globale de fonctionnement réduite par l'Etat de 20 millions dès 2015, quelles vont être les répercussions sur les investissements ?

R.B: Dans le cadre du Pacte de Responsabilités, l'an dernier les dotations de l'Etat avaient diminué au niveau national de 1 milliard et demi d'euros et cette année nous sommes passés pratiquement à plus de 10 milliards. La conséquence principale pour la Ville de Marseille est que la diminution qui s'élevait à 8 millions d'euros en 2014 passe à 20 millions d'euros cette année. Et cette baisse va se poursuivre pour le même montant en 2016 et 2017. Bien entendu, les répercussions sur les investissements et l'économie locale sont importantes. Ainsi, sur trois exercices, cela fait perdre à la Ville 70 millions d'euros en dotations de l'Etat alors que le budget annuel d'investissement de la Ville est de 200 millions d'euros. Et d'ailleurs, les conséquences sont aussi graves au niveau national puisque que François Baroin, le président de l'association des Maires de France s'en est déjà plaint auprès du gouvernement il y a quelques semaines.

M + : Pour faire face à cette situation, la Ville de Marseille a prévu un plan d'économies, quel sera-t-il ?

R.B: En effet, nous avons prévu un plan d'économies de 30.5 millions d'euros, c'est assez considérable. Il comprend à la fois plus de 20 millions d'économies sur le fonctionnement des services et 10.3 millions d'économie sur les subventions. En ce qui concerne le fonctionnement des services, je dirais que cela est plutôt

positif car cela oblige les collectivités à rationaliser leurs dépenses. Dans des grandes villes comme Marseille où vous avez 12 000 employés municipaux, cela demande une vigilance constante. En revanche, la diminution des subventions est plus grave car cela signifie que nous allons devoir rogner sur les financements destinés au monde associatif. Cela concerne à la fois le domaine social et culturel avec son lot de conséquences néfastes pour l'économie locale. Parallèlement, l'investissement va être touché car à partir du moment où nous sommes dans l'obligation de diminuer notre endettement et que les dotations de l'Etat nous manquent, notre capacité d'emprunt diminue et va nous empêcher de réaliser tous les investissements réalisés dans le passé. En 2014, nous étions à 240 millions d'euros d'investissements, en 2015 nous passons à 210 millions d'euros soit 30 millions de moins. Cela représente 15% de moins d'une année sur l'autre. Et nous serons dans l'obligation de continuer au même régime les années suivantes.

M+ : Cette situation serait également due aux coûts imposés par les nouveaux rythmes scolaires ?

R.B: Non seulement l'Etat nous diminue les dotations, mais il nous impose des charges supplémentaires avec la mise en place des nouveaux rythmes scolaires. Rappelons que dans une Ville comme Marseille qui compte 450 écoles publiques, les rythmes scolaires représentent 22 millions d'euros qui ne sont compensés par l'Etat qu'à hauteur de 6 millions d'euros par année civile. 16 millions d'euros sont donc à la charge nette

de la Ville de Marseille. Cela va nous obliger à nous replier exclusivement sur nos compétences, c'est-à-dire les groupes scolaires, les crèches, les réparations des écoles primaires et maternelles mais nous n'allons pas pouvoir participer comme nous le faisons dans le passé au financement de grands travaux tant que nous n'aurons pas d'aides des autres collectivités de l'Etat.

M + : Les impôts, vous l'avez annoncé, seront augmentés ?

R.B: Effectivement, nous sommes dans l'obligation d'augmenter les impôts locaux à hauteur de 4.9%. A Marseille, nous devons compenser quasiment 60 millions d'euros, nous avons réalisé 30 millions d'euros d'économies, la charge fiscale s'élèvera donc à 30 millions d'euros. Nous augmenterons les impôts comme vont devoir le faire toutes les collectivités territoriales.

M + : Quels sont, selon vous, les investissements phares de cette année 2015 ?

R.B: Nous devons terminer les grands équipements que nous avons engagé sur Euroméditerranée, comme la Marseillaise, les travaux sur le Port, c'est-à-dire le déménagement de la Gare du Canet et de l'aménagement de Mourepiane. Cela concerne également toute la réorganisation autour du Mucem, du hangar du J1. Toutes ces réalisations vont pouvoir se concrétiser, et je crois que cela permettra de compléter un important travail déjà réalisé par la Ville avec les autres collectivités territoriales.

Sandrine Lopez

PORTRAIT

LIONEL ROYER-PERREAUT, UNE VIE EN POLITIQUE

Maire des 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements de Marseille, Lionel Royer-Perréault, qui a été élu conseiller départemental et président de 13 Habitat, a évoqué pour nous, les grandes lignes de son parcours politique et ses ambitions pour sa circonscription.

Lionel Royer-Perreaut s'est toujours intéressé à la chose publique, aux joutes verbales, aux faits de société. Engagé le jour de ses 18 ans auprès du Parti Républicain dans le Var, il a été rapidement l'attaché parlementaire de la députée Yann Piat.

«J'ai été très jeune mêlé à un combat politique violent, qui a atteint le paroxysme avec son assassinat. J'ai été témoin de ce qu'un système clientéliste peut entraîner comme dérive».

Poursuivant sa carrière aux côtés de Guy Teissier, il a pris sa relève lors des dernières élections municipales en tant que Maire du Ve secteur. «Mon challenge : que l'on m'identifie comme digne successeur. Je suis beaucoup sur le terrain, défenseur inlassable de la qualité de vie dans ces quartiers». Parmi ses priorités, un élément trop souvent négligé à Marseille: les es-



paces verts. «3 ha à La Jarre, 1 ha en cours à Mazargues... Mes équipes ont pris contact avec le milieu associatif pour mettre en place un jardin

partagé à la Capelette, et les jardins familiaux que nous devons relocaliser vers le chemin Joseph Aiguier seront agrandis.»

Le gros chantier de son mandat concerne les transports: les bus à haut niveau de service en direction de Luminy, la prolongation du tramway jusqu'aux hôpitaux sud qui avance bien, et celle du métro jusqu'à Saint-Loup, autant de dossiers qu'il suit de près, pour désengorger son secteur saturé par les automobilistes.

«Je réalise des pistes cyclables dès que je peux, vers La soude, les Caillols, tout le boulevard Paul Claudel qui devrait être aménagé... nous avons un maillage qui commence à ressembler à quelque chose».

Gaëlle Cloarec

PORTRAIT

UNE DÉLÉGATION PASSIONNANTE

Adjointe au Maire de Marseille, déléguée à la Jeunesse, aux Animations dans les quartiers et aux Droits des Femmes, Nora Preziosi nous a reçus pour faire un bilan de son action, un an après les élections municipales.



Lorsqu'on lui demande ce qui l'a conduite à s'engager en politique, Nora Preziosi répond avec franchise:

«Renaud Muselier est venu me chercher, au début des années 2000, au moment de la loi sur la parité. Il fallait des femmes! Et puis je me suis lancée pour aider ceux qui sont issus d'un milieu populaire comme moi.» Née comme elle le dit sans détour «dans les bidonvilles de Marseille», orpheline très jeune, elle a épousé un avocat réputé, et conserve de ses débuts «une aversion pour la facilité». Critiquée pour son choix d'un cabaret auquel elle a invité les marseillaises à l'occasion de la Journée de la Femme, elle réagit fermement : «C'est une fausse polémique !

J'ai voulu rendre hommage à Joséphine Baker, femme de couleur révolutionnaire qui me touche beaucoup, et cela a été mal interprété.» De toutes ses missions, elle désigne comme celle qui lui tient le plus à cœur sa

délégation aux droits des femmes, en mentionnant une cellule spéciale créée avec les services de la Ville, pour recevoir celles qui sont en détresse ou soumises à des violences, et ont ainsi accès à un psychologue sans crainte du regard de l'autre sur leurs difficultés.

Très fière également des Projets Jeunes Citoyens qu'elle accompagne dans les 115 centres aérés dont elle a la responsabilité, elle déclare : «la jeunesse est un bijou cher à mes yeux, je suis ravie de pouvoir leur donner un coup de pouce». Et formule le vœu que les délégations consacrées aux femmes et aux jeunes fusionnent: «Je rêve de ce rassemblement en un pôle, mais c'est entre les mains du Maire...»

Gaëlle Cloarec

INTERVIEW

SERGE PEROTTINO : L'EMPLOI ET LA FUTURE MÉTROPOLE.

Serge Perottino, secrétaire général de l'Union des Maires des Bouches du Rhône et maire de Cadolive a été élu lors des dernières élections municipales de 2014 à 89%. Avec ce score, il est un des maires les mieux élus du département. La population lui a massivement renouveler sa confiance après avoir réalisé un premier mandat de 2008 à 2014. Cadolive est une des rares communes où les taxes communales sont en baisse et de nombreux emplois de service à la personne ont été créés. L'équipe de Marseille Plus le Mag a tenu à le rencontrer afin de faire un bilan de cette expérience.



Serge Perottino, qui êtes vous et quel est votre parcours ?

J'ai 49 ans. Après un diplôme de gestion des entreprises et des administrations, j'ai créé le Groupe Perottino en 1988 et depuis 28 ans j'en suis le Président. J'ai été élu maire de Cadolive en 2008 à 63% au 1er tour et réélu en 2014 à 89%. Cela prouve que lorsqu'un élu fait son travail, la population lui en est reconnaissante. Je suis également Président du syndicat des eaux, le Sibam, qui regroupe 8 communes du bassin minier.

Le fait d'être chef d'entreprise vous a-t-il aidé dans la gestion de votre commune ?

Bien sûr. Lorsque vous avez l'habitude de gérer, cela vous donne de l'indépendance, de la confiance et du bon sens pour prendre les bonnes décisions et mener à bien les affaires de la commune. Cela vous donne aussi de l'indépendance financière car je n'ai pas besoin de mes mandats politiques pour vivre, alors que certains ont toujours vécu à l'abri de la fonction publique. La liberté d'engagement est importante en politique.

Atteindre le consensus pour l'adhésion aux projets que vous projetez de

réaliser est une des valeurs du chef d'entreprise et bien évidemment cette fonction est indispensable au rôle d'élu.

Quelle est votre vision du rôle du maire ?

Pour moi, être maire, c'est créer au quotidien une relation privilégiée avec sa ville et ses habitants. C'est surtout celui en qui la population place sa confiance pour gérer le présent et tracer les chemins de l'avenir. C'est aussi travailler en équipe sur la base d'un projet partagé. C'est avoir conscience de la responsabilité qui vous est confiée et qui requiert beaucoup de votre temps et de votre énergie. C'est prendre en compte les préoccupations de tous les administrés. C'est élever l'envie de servir au-dessus de tout calcul politique. Enfin pour moi être maire c'est avant tout aimer sa commune et être prêt à y consacrer une partie de soi pour assurer sa prospérité.

Quel est votre regard sur la situation économique du pays aujourd'hui ?

La situation est catastrophique pour les entreprises françaises et plus particulièrement dans le BTP qui est un

vivier d'emploi permanent. Aucune incitation fiscale n'est réalisée pour booster les ventes des logements neufs, pour dynamiser la rénovation dans l'ancien et la réalisation de travaux de proximité.

Il faut mettre l'entreprise au centre du monde, parce que c'est elle qui crée les richesses, l'emploi, qui crée l'intégration des minorités, l'intégration des jeunes, qui donne de la dignité humaine par le travail. Vous ne pouvez pas créer la prospérité en découvrant l'épargne, vous ne pouvez pas aider le salarié en anéantissant l'employeur, vous ne pouvez pas aider le pauvre en ruinant le riche. La législation est de plus en plus complexe au niveau des ressources humaines, du droit social et beaucoup de PME n'embauche pas à cause du manque de visibilité et de confiance.

Quelles sont les actions majeures que vous avez menées en terme d'emploi dans votre commune ?

Les actions les plus significatives sont l'embauche d'agents liés au service à la personne. Chaque été durant 3 mois nous recrutons plus de 75 jeunes étudiants ou chômeurs pour remplacer le personnel titulaire en congé

et depuis bientôt 2 ans nous avons recruté 3 « grands frères » pour la sécurité et l'animation auprès des jeunes

Comment les communes financent-elles leurs projets municipaux ?

Les projets municipaux sont financés à l'aide de fonds propres de la commune et de subventions qui proviennent essentiellement du conseil départemental. Sans le conseil départemental aucun projet ne verrait le jour dans les communes du département.

Avec le changement de gouvernance au département ne craignez-vous pas de perdre certaines aides qui pourraient bénéficier à Marseille ?

Martine Vassal est une femme moderne, intelligente et de consensus. Elle a compris l'importance de l'investissement sur l'économie locale des petites et moyennes communes. Je ne crois pas au siphonage de la dotation aux communes par Marseille. Jean-Claude Gaudin est attaqué régulièrement sur ce sujet mais ces attaques sont infondées et injustifiées. Jean Claude Gaudin est un ami des villes et villages du département. Il

a toujours été un grand républicain dans sa vie politique. Je défends régulièrement cette position au sein de l'Union des Maires car j'ai horreur de l'injustice. Je pense que Marseille sera dans quelques années la grande capitale de la méditerranée et du sud de l'Europe grâce à la volonté de tous. Un travail considérable a été réalisé depuis 20 ans dans le domaine économique et culturel.

En ce qui concerne la métropole, une opposition frontale des maires existe face à Marseille ?

Il n'y a pas de problèmes de fond mais de formes. Marseille supporte les charges de centralité et doit être aidée, c'est normal. Mais avant que les communes paient, il faut que les promesses de l'Etat soient tenues. C'est à l'Etat d'investir massivement pour le développement de Marseille, comme cela a été fait à Lille, Lyon ou Bordeaux.

La majorité des communes concernées par le périmètre de la Métropole sont endettées, sans ressources propres importantes. Je n'ai jamais vu qu'en additionnant 2 pauvres cela faisait un riche. Par contre, il est vrai

que le développement de Marseille est un enjeu stratégique pour la région. Marseille doit être le phare de la méditerranée.

L'avenir de notre territoire est entre nos mains car la métropole devrait être en place au 1er janvier 2016. Les maires sont des acteurs responsables de la vie publique et du développement de leur territoire. Si la gestion de cet EPCI se fait par un respect mutuel sur le plan de la fiscalité de l'urbanisme, des compétences de proximité, les maires adhéreront pleinement si la commune n'est pas pénalisée.

Quelles sont vos passions et quels sont vos centres d'intérêt ?

J'adore l'histoire de France, faire du sport, un bon repas entre amis, lire des biographies, partir en randonnée à cheval, mais ma principale passion c'est entreprendre.

Quelles sont les choses que vous n'aimez pas en général ?

Les réunions qui s'éternisent, l'hypocrisie, l'injustice et l'intolérance.

Propos recueillis
par B. A.



NÉGOCE INTERNATIONAL
INTERNATIONAL TRADE
PROVENCE ALPES CÔTE-D'AZUR

INTERVIEW

SMAÏL ALI, UN ACTEUR ENGAGÉ POUR LA RÉNOVATION URBAINE

Suite aux dernières élections municipales, Smail Ali a été élu conseiller municipal du second secteur (2ème- 3ème arrondissement de Marseille) sur la liste PRG qui a réalisé une alliance de gestion avec l'UMP. Ce quarantenaire d'origine comorienne est délégué au Plan de sauvegarde Bellevue, aux Relations avec les syndicats de copropriétés et les locataires. Un challenge pour cet ancien habitant de la cité Félix Pyat. Interview.



Marseille Plus Le Mag : Quelles sont vos missions en tant que conseiller municipal délégué au Plan de sauvegarde Bellevue ?

Smail Ali : Ma mission principale consiste à suivre de l'intérieur les réalisations du plan de sauvegarde, l'amélioration de l'habitat, le développement du cadre de vie, le développement durable. Je suis les yeux, les oreilles de Mme le Maire, Lisette Nar-

ducci, qui m'a confié cette délégation. Depuis 2000, il s'agit du second plan de sauvegarde réalisé par l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine. C'est un vaste chantier qui allie à la fois le développement économique, l'attractivité du quartier et le mieux-vivre ensemble. Les habitants sont en attente d'actes concrets.

M+ : Pouvez-vous nous donner des exemples de projets dans le cadre de ce Plan de sauvegarde ?

S.A : Ce plan prévoit des projets structurels qui concernent notamment l'amélioration du cadre de vie. Ainsi, le petit stade gris a été récemment réaménagé, les habitants se plaignaient de ne pas avoir de structures qui leur permettent de vivre ensemble. Par ailleurs, un jardin doit être installé ce qui permettra d'occuper les enfants et de créer un lien intergénérationnel avec les personnes âgées. De plus, le plan se focalise sur l'amélioration de l'habitat, un point extrêmement im-

portant. Il existe dans ce quartier un imbroglio administratif dû à la cohabitation de trois compétences : la Ville de Marseille, deux logeurs sociaux, la Logirem et Habitat 13 et des copropriétaires. Depuis de nombreuses années, tout le monde se renvoie la balle au sujet des charges de copropriété et de la propreté. On se croirait vraiment dans des bidonvilles d'Afrique et pourtant, on est en France ! La propreté relève de la compétence de la Communauté Urbaine, mais les copropriétaires sont responsables de l'insalubrité avancée des immeubles. Ils doivent assumer leurs rôles et leurs charges de copropriété. Je pense que le fait d'avoir fait cette alliance avec la majorité municipale va faciliter les choses à aller dans le bon sens. Notre secteur est en pleine mutation mais il faut que la population en bénéficie. Je serai attentif à tout cela.

Propos recueillis
par Sandrine Lopez



RESTAURANT Calypso

Découvrez l'une des meilleures Bouillabaisse de Marseille.

Le Calypso vous propose ses Loups, ses Dorades Royales, ses Langoustes vivantes d'une fraîcheur exceptionnelle et issues de la pêche locale.

Le standing de l'établissement est assuré par le sérieux du service, une clientèle de choix et surtout un emplacement extraordinaire au bord de la mer.

3, rue des catalans - 13007 MARSEILLE

Tél. : 04 91 52 40 60

www.restaurantcalypso.fr

E-mail : calypsovisciano@aol.com

INTERVIEW

«NOUS PROPOSONS DES ACTIONS AU SERVICE DES POPULATIONS»

Les coopérations engagées par la Ville de Marseille avec les pays de la Méditerranée, Marseille Capitale européenne du Sport, la relance de l'Union pour la Méditerranée... Autant de sujets que nous avons abordés avec Jean Roatta, adjoint au Maire de Marseille délégué à la Coopération Euro-Méditerranéenne, conseiller communautaire et Président du Groupe Pays Maroc de Cité Unies France.



Jean Roatta

Marseille Plus Le Mag : Pouvez-vous nous dresser un panorama d'actions engagées par la Ville de Marseille dans le cadre de la coopération Euro-Méditerranéenne ?

Jean Roatta : Nous échangeons depuis de nombreuses années avec plusieurs pays du pourtour méditerranéen. Ainsi, des accords ont été établis depuis de nombreuses années entre l'APHM et les hôpitaux de Tunis pour des échanges et du matériel. Récemment, nous venons de décider d'un accord avec Sousse, classée au patrimoine mondial de l'Unesco. Nos amis tunisiens ont des problèmes pour améliorer l'éclairage de cette ville, ils sont donc venus à Marseille pour découvrir nos réalisations et nous avons préparé grâce au crédit européen une formation en direction de leurs techniciens. Un protocole d'accord devrait être signé. Nous entretenons également des liens avec l'Algérie, dernièrement nous avons reçu le wali d'Alger. L'Algérie qui possède le pétrole et le gaz doit prévoir la fin des gisements d'ici 20 ans. Il est temps de préparer l'avenir, c'est pourquoi nous

avons commencé à travailler sur les énergies renouvelables. Le wali tombé sous le charme des voûtes de la Joliette souhaiterait les reproduire dans sa ville. Les concepteurs vont se rendre prochainement en Algérie. Enfin, ce qui concerne l'incinération de ses déchets, une coopération est envisagée. Notre volonté est que ces actions soient concrètes et leurs résultats visibles pour les habitants. De plus, Marseille a établi depuis longtemps une coopération régulière avec le Maroc et notamment avec Marrakech pour les écoles. Actuellement, nous sommes engagés dans la construction

d'une bibliothèque. Un accord pourrait être signé en ce sens avec Rabat.

M+ : En 2017, Marseille sera Capitale Européenne du Sport, quels échanges envisagez-vous avec nos voisins Méditerranéens ?

Jean Roatta : Les échanges seront évidemment sportifs. Lorsque nous avons défendu le dossier à Bruxelles avec l'adjoint au sport, Richard Miron, j'avais répertorié les sports pratiqués dans le Nord de l'Europe et du côté de la Méditerranée. Et bien, le constat a été sans appel ! Seuls 40 % des sports existant sont pratiqués autour de la Méditerranée, ce qui signifie que 60 % restent encore à être découverts dans ces pays. Il n'y a pourtant pas de champions de natations.

A Marrakech, seulement cinq piscines existent, dont trois sont totalement fermées. Il faut analyser l'eau, embaucher des maîtres-nageurs et donner aux jeunes l'envie de nager. Il suffirait que des représentants viennent en formation à Marseille où nous avons

une école de pisciniers pour remettre sur pied leurs piscines et les jeunes pourraient bénéficier de ces équipements au lieu d'être dans la rue. Idem pour les sports nautiques comme la voile, il n'existe pourtant pas de centres. Marseille Capitale Européenne du Sport va tenter de leur redonner le goût de tous ces sports.

M+ : A l'automne 2015 se déroulera à Marseille la 9ème édition de la Semaine Economique de la Méditerranée, une rencontre sera organisée en présence de 43 pays membres de l'UPM, l'Union pour la Méditerranée (UPM), dans le cadre du 20ème anniversaire du Processus de Barcelone. Que pouvez-vous nous en dire ?

Jean Roatta : Je suis allé rencontrer M. Fathallah Sijilmassi, secrétaire général de l'UPM à Barcelone et nous nous apprêtons à organiser le 20ème anniversaire des accords de Barcelone et créer un événement sur la jeunesse et sur le sport puisque Marseille sera Capitale en 2017. Je lui ai demandé de créer un bureau décentralisé de l'UPM à Marseille car nous avons la Villa Valmer, l'Ocemo... Notre ville est au centre de la Méditerranée, et y organiser des réunions avec les ambassadeurs du Nord de l'Europe me semble judicieux. Nous allons également tenter de relancer l'UPM, une idée formidable de Nicolas Sarkozy qui est actuellement en stand-by. Notre frein, ce sont les élections dans les pays membres. Cette année, c'est la France avec les élections départementales et régionales, l'an prochain, l'Espagne avec les élections municipales, régionales et législatives tout comme l'Italie en 2016. Et nous en 2016, nous préparons 2017... Cela ralentit les ambitions, l'enthousiasme. Mon souhait est dans le cadre de cette semaine économique de la Méditerranée, nous proposons des actions au service des populations. J'aspire à des projets pour les jeunes car ils représentent l'avenir.

Sandrine Lopez

PORTRAIT**UNE BELLE COOPÉRATION ENTRE AMU ET L'EQUATEUR**

Yvon Berland, président d'Aix-Marseille-Université et Carlos Jativa, ambassadeur d'Equateur, ont signé le 9 février 2015, dans la salle du Conseil d'Aix-Marseille-Université, aux Jardins du Pharo à Marseille, un accord cadre de coopération. Son objectif est d'œuvrer en faveur de la recherche et de la formation.



L'événement était de grande ampleur pour Aix-Marseille-Université qui a accueilli Carlos Jativa, ambassadeur de la République d'Equateur en France.

Il s'agissait en fait de la signature d'un accord cadre de coopération entre l'université et le Secrétariat de l'enseignement supérieur, de la science, de la technologie et de l'innovation de la République d'Equateur. L'accord prévoit, entre autres, le soutien à la mobilité des étudiants et des enseignants-chercheurs, la mise en œuvre de formations et de programmes de recherche au sein des universités équatoriennes, le développement d'échanges scientifiques et l'organisation de manifestations internationales d'intérêt mutuel.

Cette convention porte sur plusieurs disciplines à savoir les sciences de la



vie et de la terre, les ressources naturelles, la production et l'innovation, les sciences sociales, les arts et la musique, les sciences politiques, l'économie, la gestion, le management et la santé. Avec cet accord, l'université consolide ainsi sa politique active de coopération en Amérique latine puisqu'elle est déjà engagée dans 73 programmes de recherche et 44 accords de coopération avec des institutions partenaires, dans sept autres pays (le Mexique, le Chili, la Colombie, l'Argentine, le Pérou, Haïti et la République Dominicaine).

J.P.E



Marseille Plus Le Mag: Pouvez-vous nous présenter les événements majeurs de l'UCCAB pour l'année 2015 ?

Olivier Van de Winkel : Cette année, nous devons participer au Forum International Paca. Il s'agissait de l'un des plus grands événements International Business sur Marseille. Nous serons présents l'an prochain. Nous allons également organiser, en novembre, la troisième édition de «Saveur du monde». L'an dernier, 28 pays y ont participé, l'occasion pour les différentes chambres de se mettre en réseau et pour les consulats de présenter leurs pays de manière à la fois économique, touristique et gastronomique. Enfin, nous avons instauré chaque trimestre les clubs de l'UCCAB.

PORTRAIT**«LES ENTREPRISES INTERNATIONALES NE S'INSTALLERONT QUE SI NOUS AVONS DES CHOSES À LEUR PROPOSER».**

Olivier Van de Winkel, président depuis quatre ans de l'UCCAB, l'Union des Chambres de commerce et de Clubs d'Affaires bilatérales. Cette fédération vise notamment à favoriser les échanges internationaux auprès des acteurs économiques.

M+ : L'UCCAB a-t-il engagé des réflexions sur des débats de fonds ?

OVDW : Dans le cadre de notre participation au Forum International Paca, nous préparons une série de tables rondes sur l'interculturalité. Nous voudrions faire comprendre aux entrepreneurs que pour aller à l'international, ils ne doivent pas se contenter de préjugés ou d'acquis valables dans d'autres pays. L'an dernier, nous avons reçu le patron de l'hôtel Palm Beach qui avait témoigné de sa difficulté à trouver ici du personnel hôtelier qualifié et anglophone. Dans les différentes chambres, nous recevons régulièrement de bons CV venus de l'étranger mais ces personnes ont du mal à trouver du travail dans notre région. Enfin, nous nous battons pour qu'émerge enfin un lycée international. Les entreprises internationales

ne s'installeront ici que si nous avons des choses à leur proposer.

M+ : Envisagez-vous d'intégrer d'autres chambres ou associations ?

OVDW : L'UCCAB a récemment réintégré la Chambre de Commerce Franco-Chypriote. Nous avons également pour projets d'accueillir un club néerlandais et une association espagnole via la Maison de l'Espagne qui réfléchit à un concept d'avantage orienté vers les affaires. Enfin, nous envisageons d'intégrer dans le futur, une association de pays africains ainsi que l'Asean.

Propos recueillis par
Sandrine Lopez

A.M.S

ASSOCIATION MÉDIATION SOCIALE

LA MÉDIATION SOCIALE POUR DES TRANSPORTS EN COMMUN APAISÉS ET SÉRÉINS

Les interventions de l'association AMS, et ses actions de médiation sociale menées depuis plus de 14 ans sur le territoire marseillais, notamment dans les transports, s'inscrivent dans le prolongement des politiques publiques de prévention et de cohésion sociale.

Soutenue par l'État, Marseille Provence Métropole et la RTM, le personnel de l'association, par sa démarche « d'aller vers », exerce au quotidien des missions de prévention, de gestion de conflits, de repérage, de traitement de situations sensibles, des mises en lien vers les structures sociales dans le cadre de partenariats construits et consolidés au fil des années, et ce, au plus près des populations les plus fragilisées.



La présence des médiateurs a permis de désamorcer de nombreuses tensions. Les informations données sur le réseau ou les ressources du territoire ont favorisé le déplacement des usagers sur ce réseau et la mise en relation avec des structures ou des administrations situées dans le secteur d'intervention des médiateurs.

De par leur positionnement et leur connaissance du réseau, les médiateurs jouent donc pleinement leur rôle d'accueil et d'orientation de proximité. Ils répondent en cela aux exigences du cahier des charges qui est « d'informer au plus près les usagers sur les horaires, les incidents éventuels, les perturbations de service, les correspondances, les tarifs et les aides aux transports. »

Parallèlement l'insertion sociale et professionnelle représente un part importante du travail quotidien de l'association. Ce sont d'abord des actions de tutorat. Ce sont aussi les formations, qui visent à qualifier les médiateurs et leur ouvrir des perspectives nouvelles.

Association Médiation Sociale
43, av. de la Viste
13015 MARSEILLE
04.91.09.82.48
WWW.AMS-ASSOCIATION.COM

A.M.S
ASSOCIATION MÉDIATION SOCIALE

Nos principaux partenaires :



FACEBOOK.COM/AMS.MARSEILLE
TWITTER.COM/AMSMARSEILLE

transcash® Ma carte Visa sans banque

Transcash, c'est ma carte Visa prépayée, rechargeable *

Sans compte bancaire

→ Sans engagement

→ Sans justificatif



2^{ème} carte offerte pour les transferts d'argent de carte à carte

Avec Transcash

- J'achète sur internet en toute sérénité sans communiquer les coordonnées de ma carte bancaire habituelle.
- Je fais mes achats en toute confidentialité sans rendre de compte.
- Je voyage en toute sécurité en chargeant mes espèces sur ma carte
- Je transfère de l'argent à mes proches grâce à la 2^{ème} carte

Rechargeable en espèces, carte bancaire, virement dans 35 000 points de vente en France (Auchan, buralistes)

Découvrez notre offre sur : www.trans-cash.fr

Suivez nous sur :



Valable 2 ans rétroactive à tout moment. Rechargeable dans la limite de 2500 € par an (sans justificatif) et 6000 € par mois (avec justificatifs). Réservez aux personnes majeures résidant en France. Des frais et des conditions s'appliquent voir sur www.trans-cash.fr. La carte Transcash est émise par la banque R.Raphael & Sons plc autorisée par la Prudential Authority, régulée par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority enregistrée (numéro 161302).
*Selon conditions générales de vente et d'utilisation, www.trans-cash.fr

Jardin Montgrand
35, Rue Montgrand - 13006 Marseille
Tel: 09 51 28 48 19
www.jardin-montgrand.com

ART DE VIVRE

LE JARDIN MONTGRAND: UN HAVRE DE PAIX DÉDIÉ À LA CRÉATION

Un nouveau lieu, unique en son genre, vient d'ouvrir ses portes en plein cœur du centre-ville de Marseille. Le Jardin Montgrand situé dans un hôtel particulier du 19^{ème} siècle est un établissement original à la fois boutique, showroom et galerie d'art, dirigée par sa créatrice Alice Honoré, en partenariat avec la Maison Méditerranéenne des Métiers de la Mode.

Le lieu est magnifique et le concept atypique. Dans cet hôtel particulier de 300 m² agrémenté d'un jardin privatif arboré de 400 m², le public est invité à découvrir cette boutique-galerie dédiée à la création en centre-ville. Pour sa créatrice, la marseillaise Alice Honoré, ancienne championne de France de windsurf et chef d'entreprise passionnée par les artistes et le e-commerce, le Jardin Montgrand a été conçu pour être à la fois une galerie dédiée aux créateurs et un véritable lieu de vie : « Nous proposons une nouvelle approche du commerce qui

met en avant de jeunes créateurs de talents et des marques plus installés. Plusieurs domaines sont représentés : la mode, Manu Hancock, Nothing by Charlotte Hartig, les bijoux comme Ana H ou encore Lili B, le design et la décoration, Mercadier, Gone's, la beauté et de l'épicerie fine... Bien qu'ils soient installés en corner, notre équipe assure la vente des produits, nous les accompagnons également dans la formation, la commercialisation. C'est un premier test pour les jeunes créateurs. » De leurs côtés, ils s'engagent sur une période de trois

mois minimum, l'occasion de limiter les risques et pour le concept-store de proposer régulièrement de nouveaux talents au public.

Enfin, le Jardin Montgrand leur propose un modèle économique nouveau, inspiré des places de marché du web. Ainsi, les ventes peuvent être faites en boutique ou sur le site internet des créateurs, les stocks leur appartenant. Actuellement, 25 marques et designers sont à découvrir au Jardin Montgrand autour d'un thé ou d'un déjeuner car un restaurant est installé au cœur de la galerie. Un nouveau lieu de vie marseillais qui a, sans aucun doute, de beaux jours devant lui.

Sandrine Lopez

www.roseetmarius.com

LA SOCIÉTÉ ROSE ET MARIUS CHOISIT LE JARDIN MONTGRAND

La créatrice de Rose et Marius, Magali Fleurquin Bonnard a choisi de s'installer au sein de ce nouveau lieu pour faire apprécier ou découvrir au public provençal ses timbales, savons et bougies de luxe. Pour concevoir ses créations, elle fait appel pour ses fragrances aux meilleurs maîtres parfumeurs de Grasse, quant à la conception de ses timbales en porcelaine, elles sont élaborées par des artisans de Limoges. Des créations que Magali Fleurquin Bonnard proposent dans différentes boutiques situées dans une vingtaine de pays dont le Japon. Aujourd'hui, elle fait le choix de quitter sa boutique aixoise pour s'installer dans l'espace Prestige du Jardin Montgrand. Et faire partager une expérience olfactive incroyable.



www.gones.fr

GONE'S, LE DESIGN SANS PRISE DE TÊTE

Cette jeune marque française d'objets et de petit mobilier créée en 2014 par les deux frères Marian (le designer) et Hadrien Dumontet (le commercial) a fait le choix de s'installer dans un corner du Jardin Montgrand et de bénéficier des conseils avisés d'Alice Honoré. Dans leur collection, des objets du quotidien élégants et colorés, des lampes à suspendre et à poser, des photophores, des soliflores au design franco-scandinave. Tous sont fabriqués exclusivement à partir de techniques et de matériaux respectueux de l'environnement et made in France. « Gone's propose des objets de design avec une dimension jeune et moderne, sans prétention ni élitisme. » précise Hadrien. Distribués partout en Europe, leurs créations séduisent aussi les provençaux. A découvrir !





ART DE VIVRE

DES RANDONNÉES AU FIL DE L'EAU POUR DÉCOUVRIR LES CALANQUES

Présente en Egypte, au Soudan et aux Maldives, la société Dune, spécialisée dans les loisirs subaquatiques, souhaite intensifier son activité en France tout en poursuivant son développement à l'international. Elle désire s'appuyer sur le snorkeling, balade aquatique avec palmes et tuba. Cette activité très tendance a remporté un franc succès à Marseille, l'an dernier. Explications.



Créée en 1997 par Gérard Besse à Sagafa, sur les bords de la mer rouge en Egypte, la société Dune qui est dirigée aujourd'hui par Xavier Descamps s'est rapidement imposée comme un acteur incontournable de l'activité plongée sous-marine, apnée et randonnée palmée à travers le monde. Après s'être rapprochée du fonds d'entrepreneurs Genairgy en 2010, devenu ainsi co-actionnaire, elle a transféré son siège à Marseille, plus précisément à l'Estaque. Elle développe à présent un large éventail d'activités de loisirs nautiques en Egypte, au Soudan et aux Maldives. «L'an dernier, nous avons initié deux autres centres au Soudan, dans le sud de la mer rouge et à Marseille avec des croisières pour vingt à trente plongeurs, à la semaine ou à la journée», confie Edouard Cailleau, directeur France et Méditerranée. C'est à partir du constat que 50% des voyages plongée en France s'effectuent en Egypte que Dune assoit son essor. Après les Maldives, l'autre destination majeure, le Soudan s'inscrit de même, dans cette volonté de diversifier l'offre en mer rouge, dans un spot très prisé de plongeurs. Aujourd'hui, Dune comptant une centaine de collaborateurs dont 25 à Marseille et les autres sur les différents sites en mer rouge et aux Maldives, réalise un chiffre d'affaires de 14,5 M€ en forte progression. Marseille constitue le 4^{ème} site s'adressant aussi bien aux plon-

geurs expérimentés qu'aux amateurs ainsi qu'aux adeptes du snorkeling,, en vogue actuellement.

Une expérience unique

Un objectif majeur a toujours guidé l'équipe de Dune : « Nous souhaitons que les fonds marins ne soient plus l'apanage des seuls plongeurs. Aussi, nous avons diversifié notre offre avec cette nouvelle activité accessible à tous », a confié Edouard Cailleau. A la fois ludique, pédagogique et convivial, le snorkeling permet de découvrir la face immergée du Parc National des Calanques, plus grand parc périurbain d'Europe avec 43 500 hectares marins, dans des conditions confortables et sécurisées. Les sorties se déroulent sur des demi-journées, au départ du centre Dune à l'espace Beuchat à la Pointe Rouge offrant des infrastructures adaptées. Les participants embarquent sur un bateau qui les amène en vingt minutes au cœur du Parc des Calanques. Juste le temps d'enfiler palmes, masques et tuba et c'est parti pour une heure de balade, les yeux ouverts, en petit groupe, encadrés par des moniteurs diplômés qui s'adaptent aux aptitudes de chacun. De retour au centre, un moment de partage, de convivialité attend les snorkelers. Ce nouveau centre représente un véritable prototype pour Dune qui envisage de créer un concept de kiosque subaquatique afin de développer, en étroite relation avec les collectivités, des animations snorkeling sur les plages. «Notre ambition est d'ouvrir un nouveau centre puis, cinq d'ici trois ans, sur l'arc méditerranéen», souligne-t-il. Au premier semestre 2015, son objectif est de

s'attaquer à deux nouveaux marchés, le Mexique et Bali, sur ces deux activités. Dune offre une réponse qualitative qui se traduit à la fois par une structure professionnelle, une prestation complète incluant du matériel Beuchat et une forte volonté de sensibiliser à la protection de l'environnement. En partenariat avec l'Office du Tourisme et le Parc National des Calanques, Dune qui a réalisé l'an dernier plus de 6 000 immersions (3 500 plongées pour débutants et confirmés et 2 500 balades pour des pratiquants de 7 à 90 ans) désire atteindre, cette année, le seuil des 11 000 immersions.

L'événement «Marseille, Capitale Européenne du Sport», en 2017, assure, pour lui, de belles perspectives. « Nous allons bénéficier des opportunités de valorisation des activités sportives. Aussi, nous souhaitons inscrire le snorkeling dans ce champs et nous comptons bien être un acteur essentiel de cet événement majeur».

Jean-Pierre Enaut



RANDONNÉE

UNE VÉRITABLE PASSERELLE ENTRE PASSÉ ET PRÉSENT

Une exposition inédite dédiée à la promotion de l'itinéraire historique, culturel et touristique Via Alta a été présentée du 9 au 22 février 2015 à la Maison de la Région à Marseille par le Comité Régional du Tourisme. Cet itinéraire franco-italien relie Avignon à Turin en s'étendant jusqu'à Vercelli et Arles, portes historiques des chemins de Saint-Jacques.

A la fois ludique et interactive avec, entre autres, la projection de films, d'images grand format, d'objets symboliques du pèlerinage, de diffuseurs d'odeurs, de jeux olfactifs et de puzzles, l'exposition présentée à la Maison de la Région sur la Via Alta, entre Rome et Saint-Jacques de Compostelle était séduisante à plus d'un titre. Elle plongeait véritablement le visiteur depuis la cité phocéenne, sur les traces des randonneurs et émotions ressenties tout au



Richard Siri, Vice-Président du Conseil Général des Hautes-Alpes en charge de la Culture, du Patrimoine de la Vie Associative et des Affaires Régionales et Européennes. Mme Elena Di Bella, Directrice Service "Développement rural, de la montagne et valorisation productions typiques" de la Ville Métropolitaine de Turin. Mgr Jean-Michel Di Falco, Archevêque de Gap. Bernard Jaussaud, Président du CRT Paca.

long de cette voie. «Cet itinéraire transfrontalier intègre, il est vrai, un patrimoine culturel, naturel et religieux exceptionnel, riche de vestiges architecturaux du Christianisme», a rappelé Monseigneur Jean-Michel Di Falco, archevêque de Gap et des Hautes Alpes. De l'époque romaine comme du temps du maréchal Vauban et pour certains figurant au patrimoine mondial de l'Unesco, ce sont des pans entiers de l'histoire qui jalonnent cette voie exceptionnelle comme la Sacra di San Michele, l'abbaye de Monovalente, l'Arc Romain d'Auguste à Suse, l'héritage Vauban à Briançon et Mont-Dauphin, Notre-Dame-du-Réal à Embrun, Notre-Dame-du-Laus, le Couvent des Cordeliers à Forcalquier, le Prieuré de Ganagobie ou encore Saint-Trophime à Arles.

636 km de voie

D'immenses voiles de plus de cinq mètres étaient exposés afin d'immerger le visiteur au cœur du patrimoine naturel et culturel traversé par les randonneurs qu'ils soient tou-



ristes ou pèlerins avec des objets emblématiques de la Via Alta comme le Christ d'Isidore de l'abbaye de Boscodon, la carte d'Etat Major de Mont Dauphin à l'époque Vauban, de magnifiques, de magnifiques bourdons de pèlerins sculptés. Des diffuseurs d'arômes ont capté la sensibilité du visiteur, imprégné des senteurs alpines et provençales présentes tout au long de ce parcours de 636 km avec 414 km sur le territoire français et 222 km sur le versant italien. Grâce à cette exposition didactique et passionnante, c'est manifestement l'ensemble de la Via Alta que le Comité Régional du Tourisme Provence-Alpes-Côte d'Azur et ses différents partenaires souhaitent promouvoir. «Notre ambition est de susciter un réflexe de tourisme itinérant pour les prochaines vacances grâce à la complémentarité des activités qui rythment le parcours», précise Pierre Meffre, président du Comité Régional du Tourisme. En effet, ce sont un éventail très éclectique d'activités qui sont proposées au fil de ce parcours avec des randonnées à pied, à cheval ou en vélo, des visites du patrimoine, des gîtes et des hébergement pour les pèlerins, accompagnés d'une gastronomie de produits du terroir et de traditions uniques. Marcheurs en quête de spiritualité, familles à la recherche d'une destination de vacances associant intelligemment sport, nature et



culture, amateurs de produits du terroir et d'authenticité, ce sont autant de personnes très différentes qui apprécieront les charmes de cette voie royale.

Jean-Pierre Enaut

CULTURE



Reportage Photographique : Frédéric Stéphan (Crédit photo)

UN SECRET PRINCIER

Dans le cadre des Universités Populaires du Théâtre Toursky, le Prince Albert de Monaco est venu à la rencontre de Richard Martin, Jean-Michel Cousteau, Geneviève Maillat et Maryvonne Falco pour rendre hommage à Albert Falco. La rencontre avec Richard Martin fût chaleureuse et pleine d'humanité avec une tendre évocation du poète Léo Ferré.

Pour le centenaire Léo Ferré, Richard Martin pourrait bien présenter un spectacle dont il a le secret dans l'un des théâtres du mythique rocher. Le Prince s'est dit touché par le sort réservé à La Calypso laissée à l'abandon en Bretagne. La principauté de Monaco a toujours été une pionnière dans la sauvegarde des Océans.

Cette journée a trouvé son point d'orgue avec la présentation du film Secret des Océans de Jean-Michel Cousteau présenté en avant-première, une féerie pour les yeux à la rencontre de l'infiniment petit, à la rencontre de ce que l'on ne voit pas, indispensable à la chaîne alimentaire de nos océans et un bel hommage au compagnon de route des Cousteau Albert Falco. Utilisant les nouvelles technolo-



gies, ce film de quarante minutes devrait se transformer en long métrage salubre en 3D de quatre-vingt dix minutes. Un ravissement suivi par plus de 600 personnes, preuve s'il en est du dynamisme du Toursky.

Boualem Aksil

Crédit photo : Pierre Audibert



CULTURE

UNE APPROCHE INNOVANTE DE L'OPÉRA LYRIQUE

En coproduction avec l'opéra de Marseille, la Fabrique Opéra Marseille-Provence a présenté son nouveau spectacle, la Flûte enchantée de Mozart, au Dôme de Marseille, lors de trois représentations au printemps 2015. Coup de projecteur sur une belle initiative....

Crédit photo : Fred Stéphan

Une œuvre de départ, l'ultime opéra du génie autrichien Mozart, la Flûte enchantée, emblème de l'opéra populaire. Puis une idée innovante, confier cette œuvre à des élèves des lycées techniques et de centre d'apprentissages Marseillais. Ainsi, les costumes de 70 choristes et des 18 rôles ont été réalisés par près de 70 élèves des lycées Jean-Baptiste Brochier et la Calade. A chaque représentation, ce sont les élèves du lycée des métiers de la coiffure et de l'esthétique du lycée Leau qui prennent en charge les coiffures et le maquillage des solistes et choristes. Il en va de même pour le décor, construit par les lycées Diderot, Marie-Curie et Poinso-Chapuis, la régie et l'audiovisuel assurés par le lycée Blaise Pascal et l'école Axe-sud et le dispositif de communication mis en place et géré par les sections BTS Assistant Manager du lycée Marie Curie. Autant de jeunes marseillais qui ont apporté leurs talents, leurs créativité et leurs savoir-faire à la mise en œuvre de cette production.

Un partenariat intelligent

A leurs côtés, des professionnels pour les encadrer. La mise en scène, confiée à Richard Martin, célèbre fondateur du théâtre Toursky, séduira sans nul doute par la force des personnages et la fluidité du jeu des acteurs. Des solistes internationaux, tous habitués des grandes scènes comme Antonel Boldan (Ténor), Petra Perla Notova (Soprano) ou Marlène Assayag (Soprano) accompagnés par la Philharmonie Provence Méditerranée dirigée par Jacques Chalmeau. Nos jeunes marseillais des lycées techniques et de centres

d'apprentissages ont travaillé sous la responsabilité d'équipes pédagogiques mais aussi en collaboration avec l'équipe artistique et technique de la Fabrique Opéra Marseille-Provence. Cette association a pour vocation de permettre à de nouveaux publics de découvrir l'opéra et de démocratiser l'art lyrique en impliquant en fédérant des établissements d'enseignement techniques de l'agglomération marseillaise.

Grâce à ce dispositif, ces jeunes découvrent l'opéra au travers de leurs propres compétences et participent concrètement à des actions permettant de valoriser leur apprentissage et l'enseignement technique en général. Pendant plus de six mois, lycéens et

apprentis se sont passionnés pour la confection des décors, maquillages, costumes, mise en scène. En apprenant leur futur métier, ils ont été amenés à développer des compétences nouvelles et à découvrir le professionnalisme. Une expérience qui sans aucun doute a marqué tous ces jeunes. La proximité existante entre élèves et artistes tout au long de cette aventure a contribué à modifier le regard que les jeunes portent à l'art lyrique, art parfois méconnu de cette génération.

Grâce à cette expérience, véritable découverte pour certains ou redécouverte pour d'autres, des échanges professionnels se sont instaurés entre les jeunes et les artistes lyriques. Quoi de plus naturel alors que de fédérer tous ces univers différents autour de l'un des opéras les plus connus au monde, le Flûte enchantée! A la fois conte pour enfants et récit érotique, cet opéra ravit les publics de tous âges et s'est avéré être l'œuvre parfaite pour initier à l'opéra de nouveaux publics sur les airs de la Reine de la nuit, connus de tous. Grâce à cette œuvre et à l'initiative de la Fabrique Opéra Marseille-Provence, la musique devient réellement un vecteur de lien social, d'autant que la récitante, la truculente Marianne Sergent explique avec brio la nature des sentiments de chaque personnage, lors de saynètes très drôles. Alors laissons nous porter par la magie du spectacle, la beauté d'une œuvre exceptionnelle et le talent de nos jeunes marseillais !



Crédit photo : Fred Stéphan

Elisabeth Laumy

CULTURE PLUS

LE FRAC PACA, PIVOT DE L'ART CONTEMPORAIN EN FRONT DE MER

Le Fonds régional d'art contemporain, ses missions, son budget, son espace architectural et ses prochaines expositions.

Les Frac sont nés en 1982 : il s'agissait alors de décentraliser l'art contemporain en région, et de le démocratiser. A Marseille, le Frac PACA a longtemps occupé des locaux plutôt méconnus du grand public, dans le quartier du Panier, avant de déménager en 2013 sur le front de mer, à proximité immédiate de la place de la Joliette. Ses missions sont de soutenir la création, d'enrichir et de faire vivre une collection, et de servir de lieu de ressources pour les acteurs culturels du territoire.

Un budget d'acquisition maintenu

Selon Pascal Neveux, son directeur, le budget 2013 était exceptionnel, en raison de la capitale européenne de la culture. Depuis, le contexte économique s'est durci, avec un gel des crédits de l'État et une baisse de la subvention allouée par la Région. Mais les tutelles du Frac sont toutes d'accord pour que le budget d'acquisition ne soit pas impacté : il sera le même en 2015 qu'en 2014: 230 000 €. Par ailleurs l'établissement a dégagé des ressources propres, en faisant payer l'accès aux expositions, via le restaurant au rez de chaussée, et en privatisant ses espaces lors de soi-

rées dédiées à des entreprises, des institutions ou des associations. Des partenariats se nouent dans le cadre d'Euroméditerranée, par exemple avec la fondation BNP Paribas, qui a sa propre collection.

Un bâtiment moderne

En mars 2013, Aurélie Filippetti est venue inaugurer le bâtiment conçu par l'architecte nippon Kengo Kuma. Dans un quartier à la fois très populaire et environné d'innombrables bureaux, banques et administrations, l'architecte japonais espérait favoriser l'accès au Frac. En jouant des matériaux (verre blanc à différents degrés d'opacité) et des volumes, il lui fallait inviter le public à découvrir les espaces d'exposition, un centre de documentation, et des locaux de conservation imposants, le tout sur une parcelle de 1300 m² au sol. Sa façade «pixellisée» caractéristique est désormais bien identifiée par les riverains et les touristes, même si la fréquentation du Frac reste en deçà de ses capacités.

Les prochaines expositions

Jusqu'au 13 juin, le Frac expose La Danse de l'Ours, travail audiovisuel



de l'artiste marseillaise Marie Bovo, avant de recevoir en juillet le Cinéma de Marc Bauer, exploration cinématographique à travers des dessins agencés comme des storyboards. A l'automne, l'École nationale supérieure de la photographie d'Arles et l'École normale supérieure de Lyon porteront leurs regards croisés sur la collection du Frac, notamment autour de la thématique «Écriture et photographie». En parallèle et jusqu'au 6 juin, le Centre de documentation recevra lui aussi une exposition intitulée Le pas et la page, approches de la ville et de la nature dans le livre d'artiste.

Gaëlle Cloarec

3 QUESTIONS À JOCELYN ZEITOUN, PRÉSIDENT DU FRAC



M+: Orthodontiste, élu territorial... que de casquettes ! Qu'est-ce qui vous a amené à vous intéresser à l'art contemporain, et à accepter la présidence du Frac ?

Jocelyn Zeitoun : Je m'intéressais à la peinture en général. On ne peut pas ignorer l'art contemporain, qui est devenu de plus en plus important, avec énormément de créations en rapport avec ce que nous vivons, nos peines et nos joies. J'ai fréquenté des personnes qui

m'ont initié, et appris à aimer cet art en prise directe avec la réalité. Ce qui m'a conduit à accepter la présidence du Frac, c'est le fait que je dirige la Commission des finances à la Région. Je savais précisément ce qu'il coûte : près de 900 000 € par an à la Région, 700 000 € à l'État... C'est beaucoup d'argent public, pour une structure qui n'était pas assez connue de la population.

M+: Quel est votre rôle à ce titre ?

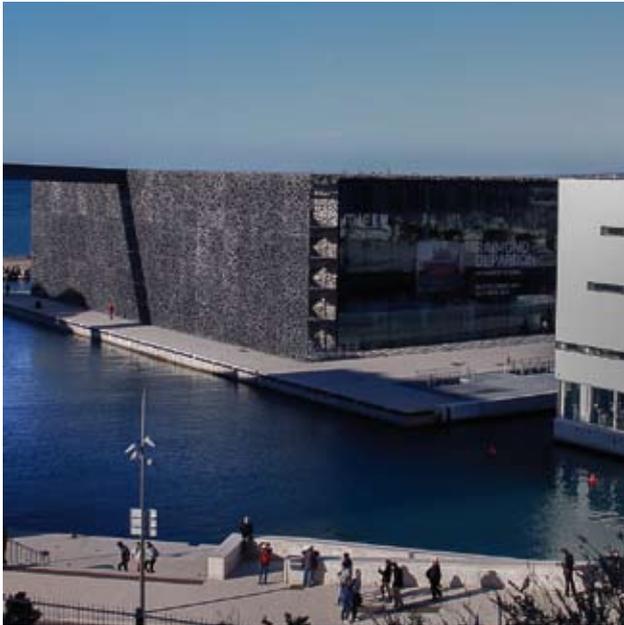
Jocelyn Zeitoun : La mission principale du Frac est de soutenir les artistes, mais aussi de sensibiliser notre jeunesse à l'art contemporain. Nous multiplions les hors-les-murs notamment dans les lycées, les échanges avec les musées. Ensuite, conscients des limites du soutien institutionnel dans un contexte économique difficile, nous nous sommes tournés

vers le mécénat, et en tant que président je suis en relation avec la Chambre de Commerce, les entreprises et nos partenaires.

M+: Deux ans après l'inauguration du bâtiment de Kengo Kuma, quel bilan tirez-vous de cette installation à la Joliette, et quelles perspectives pour l'avenir ?

Jocelyn Zeitoun : Ce bâtiment en cœur de ville bénéficie d'une architecture remarquable. Bientôt, il sera ouvert également le dimanche, nous améliorons la signalétique, et nous avons revu la politique tarifaire à la baisse pour rendre le Frac plus accessible, notamment aux familles. Nous voulons que les marseillais et provençaux s'en emparent.

Propos recueillis par Gaëlle Cloarec



Après le succès de Raymond Depardon – Un moment si doux et Food - Produire, manger, consommer, qui ont chacune rassemblé entre 1000 et 1500 visiteurs par jour, quatre nouvelles expositions temporaires prennent le relais au MuCEM. La première, du 29 avril au 31 août, est consacrée aux Lieux saints partagés entre le judaïsme, le christianisme et l'islam. Son commissaire général, l'anthropologue Dionigi Albera, a voulu mettre en évidence un aspect méconnu des monothéismes en Méditerranée: l'existence d'échanges fructueux entre les communautés, via la fréquentation des mêmes sanctuaires.

La seconde, intitulée Traces... Fragments d'une Tunisie contemporaine se décomposera en deux parties, l'une du 13 mai au 28 septembre 2015, l'autre du 4 novembre au 29

CULTURE

QUE VOIR AU MUCEM EN 2015?

Les quatre nouvelles expositions temporaires du Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée.

février 2016. Thierry Fabre, responsable du département de la programmation culturelle et des relations internationales du MuCEM, et Sana Tamzini, présidente du FACT (Forum des Associations Culturelles en Tunisie), les deux commissaires, ont travaillé à partir de documents visuels, photographies ou vidéos, mais également créations numériques et installations.

En parallèle, du 24 juin au 16 novembre, on pourra voir les Migrations divines, exposition archéologique exceptionnelle s'appuyant sur la collection de la Fondation Gandur pour l'Art, et le Musée d'Art et d'Histoire de Genève. De quoi voyager à travers les siècles, pour comprendre les modes de diffusion des religions antiques, au rythme du commerce ou des conquêtes militaires... et mieux saisir les enjeux contemporains à la lumière du passé. Enfin à l'automne et jusqu'en février 2016, ce sera le tour de J'aime les panoramas, toujours en collaboration avec le Musée d'Art et d'Histoire de Genève. Une exploration de la «notion de panorama comme un espace physique et mental», à travers les beaux-arts, les arts et pratiques populaires, l'art contemporain, la photographie et le cinéma.

Gaëlle Cloarec

ENTRETIEN AVEC JEAN-FRANÇOIS CHOUGNET, DIRECTEUR DU MUCEM

Vous avez succédé à Bruno Suzarelli en septembre 2014, comment avez-vous vécu ces six premiers mois ?

Jean-François Chougnnet : Six mois, c'est très court pour comprendre les projets d'un musée comme le MuCEM, tellement divers, découvrir les collections, connaître les équipes... Je n'ai pas la prétention d'en avoir fait le tour, ce serait absurde et présomptueux. Mais je suis satisfait, l'institution est dynamique, et les propositions à venir sont intéressantes.

Au moment de votre prise de fonction, vous déclariez "Le MuCEM ne doit pas devenir un musée pour touristes". Pari tenu ?

Jean-François Chougnnet : Je persiste et signe! Tout d'abord, statistiquement, 50 % des vi-

siteurs viennent de PACA, 35 % des autres régions, 15 % de l'étranger. Ensuite, on a dit que beaucoup ne franchissaient pas les portes des expositions, se contentant de parcourir le site. Mais il n'y a pas de visiteurs au rabais avec des érudits d'un côté et de l'autre de simple badauds ! Il faut tenir compte de l'offre multiple du MuCEM : on peut venir pour le cadre, revenir pour une conférence, un concert ou un atelier... En 2014, il y a eu 2 millions de visiteurs sur site, et 650 000 personnes ont vu les expositions, n'importe quel monument historique serait fier d'une telle fréquentation.

Quelles vont être vos priorités désormais ?

Jean-François Chougnnet: Nous allons infléchir le programme muséologique du Fort Saint Jean,

avec l'ouverture cette année d'une salle sur l'histoire du lieu. La galerie de la Méditerranée connaîtra une mue importante, des acquisitions seront faites dans le volet consacré à l'agriculture, de même qu'une partie sera consacrée aux grandes cités. Par ailleurs notre Centre de conservation et de ressources à la Belle de Mai est opérationnel, et nous allons faire connaître cet outil, notamment en direction des scolaires.

Enfin, en ce qui concerne le cinéma, les conférences et tables rondes, visiblement les choses commencent à s'enraciner: au 1^{er} trimestre, nous avons doublé le chiffre de fréquentation de ces manifestations !

Propos recueillis par Gaëlle Cloarec



Jean-François Chougnnet Président MuCEM @ Agnès Mellon



LES OCCASIONS DU CANTON VERT



PATRICK BARGES

TÉL. : 04 91 84 73 99
PORT. : 06 63 21 88 54

L'AÉROPORT RECRUTE CHAQUE ANNÉE DES MILLIERS DE CANDIDATS POURQUOI PAS VOUS?

AGENT DE SÛRETÉ
AGENT D'ESCALE
BAGAGISTE

FAITES DÉCOLLER VOTRE AVENIR
ACF-INT DÉBARQUE À MARSEILLE

Aéro Consulting

FORMATIONS - INTERNATIONAL

CONTACTEZ-NOUS

01 60 77 57 74

INFO@ACFINT-FORMATIONS.COM

WWW.ACFINT-FORMATIONS.COM

CULTURE

LE COLLÈGE GERMAINE TILLON AUX COULEURS DE L'ARC-EN-CIEL

L'œuvre intitulée «Somewhere over the rainbow» conçue par Olivier Millagou a été inaugurée le 9 mars 2015 au collège Germaine Tillon. Ce projet singulier s'appuyant sur le thème des couleurs de l'arc-en-ciel s'inscrit dans le cadre de la procédure dite du 1% culturel. Celle-ci consiste à doter les établissements scolaires construits ou rénovés d'œuvres d'art originales d'artistes vivants. Explications.

Le dispositif du 1% artistique est une procédure de commande d'œuvres d'art qui impose aux maîtres d'ouvrage publics de consacrer 1 % du coût de leur constructions à la commande ou à l'acquisition d'une œuvre d'un artiste vivant et spécialement conçue pour le bâtiment considéré. Mis en place pour doter les établissements d'œuvres d'art contemporaines, le dispositif répond à des règles de passation de la commande publique. Il est obligatoire pour la construction de bâtiments publics et la réhabilitation en cas de changement d'affectation, d'usage ou de destination.

Une procédure longue

Dans le cadre de cette politique de sensibilisation du jeune public à l'art contemporain, le département des Bouches-du-Rhône met en place cette action dans différents collèges. C'est le cas au collège Germaine Tillon, un établissement conçu avec brio par l'architecte François Guy. Sur le plan architectural, l'objectif a été de créer un collège ouvert sur les collines de Saint-Cyr et Marseilleveyre dégageant une vue exceptionnelle, baignée par une lumière très présente. Ce collège qui compte 660 élèves, issus de quartiers très distincts, enregistre une population très diversifiée avec, en particulier, des classes spéciales comme celle de la chorale ou encore un pôle scientifique permettant aux élèves de s'ouvrir dans des

domaines très différents comme la danse ou le théâtre.

C'est dans cet établissement, livré à la rentrée scolaire 2008 qu'une procédure pour le choix d'une œuvre culturelle a été lancée en décembre 2011. Le comité artistique a souligné la beauté de la bastide volontairement conservée et intégrée au collège, évoquant les thèmes de l'histoire, de la campagne, de la maison. «Il a rappelé également la notion d'ouverture ainsi que l'opposition entre l'ancien et le nouveau», a confié Janine Ecochard, vice-présidente du Conseil général déléguée à l'éducation, en présence de Maurice Rey, conseiller général et de Didier Zanini, adjoint au maire délégué à la culture de la mairie des 11ème et 12ème arrondissements.

Un thème universel

In fine, le comité artistique a retenu «Somewhere over the rainbow», un projet conçu par Olivier Millagou pour son geste sobre et efficace qui lui a paru le mieux correspondre au contexte de la commande publique. Il s'agit en fait d'une œuvre constituée d'un ensemble de verres colorés fixés sur la toiture de la galerie couverte de la cour.

Plusieurs critères ont présidé à ce choix judicieux à savoir, l'inscription harmonieuse dans l'architecture du



Maurice Rey, Conseiller Départemental

bâtiment, la simplicité du thème et son universalité et enfin, les effets plastiques séduisants qui mettent en valeur à la fois la couleur et l'immatérialité de la lumière. Cet artiste vivant à Bandol enseigne à l'école des Beaux-Arts de Toulon. Il a participé à de nombreuses expositions collectives à la Friche de la Belle de Mai ou au fond d'art contemporain de Genève.

Son œuvre s'appuie sur les contre-cultures du surf, du skate, des marvels comics, du cinéma indépendant. Elle a dès lors pour vocation de s'adresser au jeune public et en particulier aux collégiens. Le comité artistique a choisi, fort intelligemment, au travers de l'œuvre retenue, de souligner les combats de Germaine Tillon en faveur du respect d'autrui par la reconnaissance et l'ouverture d'esprit. «Toutes les nombreuses actions et engagements de Germaine Tillon, qui fut déportée à Ravensbruck, sont liées par un même fil rouge de fidélité à une certaine idée de l'humanité qui ne l'a jamais quittée», a confié l'élève.

Jean-Pierre Enaut

ALGERPARIS

MAGAZINE POUR L'EUROMÉDITERRANÉE

4,20 EUROS



COMPRENDRE, PARTAGER, ÉCHANGER...

ALGERPARIS: TOUS LES DEUX MOIS,
100 PAGES POUR MIEUX SE CONNAÎTRE.



ECLAIRAGE PUBLIC
EN LED DÈS 2015

BÂTIMENTS PUBLICS
AUX NORMES HQE, BDM...

ISTRES

Un engagement durable



LAURÉATE DU
"TROPHÉE NATIONAL
DES TERRITOIRES
ÉLECTROMOBILES"



186 POINTS DE RECHARGE
DANS LA COMMUNE

48 VÉHICULES MUNICIPAUX
ÉLECTRIQUES LÉGERS
OU UTILITAIRES

6 BATEAUX ÉLECTRIQUES
À RECHARGE SOLAIRE
DÈS CET ÉTÉ

